

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
QUELQUES INNOVATIONS RÉCENTES
au sujet des Enfants délinquants

(Etude de Droit comparé : Tribunaux spéciaux ; Mise en liberté surveillée)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Samedi 15 Juin 1907, à 8 h. 1/2

PAR

Jean DEMANGEOT

Avocat à la Cour d'appel
Attaché au Parquet de la Seine

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
TISSIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

QUELQUES INNOVATIONS RÉCENTES au sujet des Enfants délinquants

(Etude de Droit comparé : Tribunaux spéciaux ; Mise en liberté surveillée)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Samedi 15 Juin 1907, à 8 h. 1/2

PAR

Jean DEMANGEOT

Avocat à Cour d'appel
Attaché au Parquet de la Seine



Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
TISSIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

De quelques Innovations récentes

AU

SUJET DES ENFANTS DELINQUANTS

« Un tribunal spécial pour les enfants, voilà la base du système moderne de jurisprudence pour les crimes et délits qui leur sont imputables. Il ne faut pas que les enfants soient jugés au même banc, dans la même chambre que les criminels adultes. Leur cause doit être entendue dans une chambre séparée loin de la promiscuité dépravante de la foule des caractères avilis qui, d'ordinaire hantent les tribunaux correctionnels. »

(Professeur HENDERSON, de Chicago.)

INTRODUCTION

Malgré les réformes incessantes introduites dans notre Code pénal, le régime appliqué aux enfants délinquants nous semble avoir conservé un caractère défectueux ; depuis 1810 le législateur a eu cependant un souci constant d'amélioration, et les lois se sont succédé, introduisant dans nos textes des amendements considérables et adoucissant les

peines. Ce serait, même, une curieuse et intéressante étude que de rechercher les efforts successifs suscités par les progrès constants de la science pénitentiaire. Voici, tout d'abord, la révision générale du Code pénal du 28 avril 1832, qui a introduit d'importantes modifications dans le régime pénal de l'enfance ; ensuite ce sont : la loi du 5 août 1850, organisant les maisons de correction ; celle du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. Enfin dans le cours de ces dernières années, trois lois très importantes ont été votées : celle du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, dans laquelle les articles 4 et 5 ont considérablement étendu les pouvoirs des magistrats à l'égard des enfants délinquants ; celles des 27 et 28 juin 1904 sur le service des enfants assistés et sur les pupilles indisciplinés de l'Assistance publique ; enfin la loi du 12 avril 1906 qui a porté la majorité pénale de 16 à 18 ans.

La question de l'enfance coupable n'a donc pas été négligée dans notre pays, mais les efforts ont été sans doute insuffisants ou mal dirigés, car les statistiques viennent nous révéler une situation particulièrement alarmante. Bien loin de diminuer, la criminalité croît de jour en jour et la précocité des délinquants est de plus en plus grande. Depuis un demi-siècle, la criminalité générale en France s'est

accrue de 133 o/o et le mal est encore plus grand puisque la recrudescence est de 140 o/o chez les enfants de moins de seize ans et de 247 o/o, chez les mineurs de seize à vingt et un ans ! Ce sont-là les chiffres fournis par le ministère de la Justice en 1889.

Après une telle constatation, on est vraiment porté à croire que nous assistons à la banqueroute de notre système pénitentiaire, au « Krach de la répression », selon la frappante expression de M. Henry Joly.

Notre système pénal de l'enfance, malgré les modifications peu à peu introduites, n'a pas subi une refonte complète. Les principes primitifs, reconnus dangereux et énergiquement combattus, ont subsisté malgré les réformes et une réorganisation complète paraît nécessaire pour obtenir les améliorations désirables.

L'erreur fondamentale de notre loi consiste dans l'ignorance presque complète de la psychologie de l'enfant ; chez lui, encore plus que chez l'adulte, la peine doit tendre à l'amendement toujours possible. La loi doit songer à l'éduquer avant de le corriger. Dès lors il faut éviter à cette nature délicate les impressions violentes, irritantes et ineffaçables du jugement solennel et de la prison, les conseils pernicious des mauvais compagnons, le châtimement démoralisateur.

Il faut faire à l'enfant une nature nouvelle, dans

laquelle il pourra puiser les ressources nécessaires devenir un honnête homme : sa faute, dont il n'est souvent pas responsable, ne doit pas rester à ses yeux, ni aux yeux de personne, la tare ineffaçable qu'il ne saurait faire oublier ; il doit trouver, dans ses juges, la rigueur méritée, mais aussi le pardon et surtout les conseils et les encouragements précieux qui lui ont fait si souvent défaut. L'enfant coupable n'est le plus souvent que la malheureuse victime de la négligence de ses protecteurs naturels : c'est sa famille corrompue ou « défailante » qui est, dans la plupart des cas, la cause de sa chute. Le législateur doit appliquer un système répressif qui lui procure, dans la mesure du possible, ce qui lui a fait défaut jusqu'alors : une éducation morale.

Des efforts nombreux, plus énergiques, semble-t-il, qu'en France, ont été faits depuis quelques années à l'étranger, tous basés sur cette idée que l'enfant coupable est un malade qui doit être traité par des méthodes spéciales et par des spécialistes.

L'heureuse idée que nous signalons est venue des Etats-Unis : tout un système pénal a été organisé en quelques années, créant des institutions répressives spéciales pour les enfants coupables. Des tribunaux — Juvéniles Courts — ont été faite à leur taille, avec des magistrats spéciaux, une procédure spéciale. La prison a été complètement supprimée et remplacée par une méthode de surveillance familiale, féconde en heureux résultats.

D'autres pays, l'Angleterre notamment, commencent à suivre cet exemple et tendent à adopter un régime séduisant par des principes et déjà fertile en effets bienfaisants. Notre pays, justement épris d'un idéal de justice, soucieux d'une régénération sociale, d'autant plus urgente que le péril augmente chaque jour, ne voudra pas rester en arrière dans cette voie. Au reste, le Conseil supérieur des prisons a été saisi d'un projet de réforme de notre législation pénale de l'enfance et la question des tribunaux spéciaux est soumise à son examen. Le tribunal de la Seine est entré lui-même dans cette voie depuis quelques mois et a mis à l'essai la spécialisation de l'audience. Souhaitons que ce problème de l'enfance coupable trouve en France une heureuse et prompt solution.

Le but de notre étude est de rechercher précisément la solution la plus avantageuse ; nous examinerons le système suivi aux Etats-Unis et en Angleterre, et nous nous demanderons si l'application d'un procédé analogue en France pourrait répondre, d'une manière satisfaisante, aux exigences de la situation.

CHAPITRE PREMIER

Etat actuel de notre législation pénale à l'égard des mineurs délinquants.

Un examen préalable de l'état actuel de notre législation est nécessaire : comme nous l'avons dit dans notre introduction, la question de l'enfance coupable a suscité en France et à l'étranger un intéressant mouvement et nos lois ont subi dans le cours du siècle dernier et spécialement pendant ces dernières années des modifications importantes.

Il est bon de connaître la situation exacte faite actuellement à l'enfant coupable par notre Code pénal.

Un premier point que nous pouvons constater, c'est que notre loi ne connaît pas d'âge d'irresponsabilité absolue : un enfant de quatre ans peut être cité devant nos tribunaux !

Les pays étrangers ont admis pour la plupart une période d'irresponsabilité pénale variable, qui va jus-

qu'à quinze ans dans la législation suédoise. La sagesse de nos parquets, l'équité de nos juges d'instruction viennent remédier à ce défaut capital et empêcher, en fait, la comparution en justice de tout jeunes enfants.

L'article 66 du Code pénal établit une distinction fondamentale entre le mineur de seize ans et celui qui a dépassé cet âge : la loi du 12 avril 1906 a porté cette limite à dix-huit ans. L'enfant qui n'a pas atteint sa dix-huitième année bénéficie d'une présomption de non-discernement. Un mineur de dix-huit ans est traduit devant nos tribunaux : il ne suffira pas d'établir l'existence du délit à sa charge ; il faudra examiner à fond la question du discernement, démontrer que l'enfant a pu se rendre compte de l'importance de son acte. Cette question de discernement doit être examinée devant toutes les juridictions auxquelles peut être soumis l'enfant : elle fait l'objet d'une question spéciale posée au jury de la cour d'assises (art. 340, Inst. crim.).

Si le mineur de dix-huit ans est déclaré avoir agi sans discernement, il est acquitté (art. 66, C. pénal) ; les juges peuvent alors soit le remettre à ses parents, sans aucune surveillance spéciale (et c'est là ce qui peut arriver souvent de plus fâcheux pour l'enfant), soit l'envoyer en correction jusqu'à vingt ans (21 ans depuis la loi de 1906).

Si le mineur est déclaré avoir agi avec discerne-

ment, il faut faire, depuis la loi de 1906, une distinction : il bénéficie d'une réduction de peine, s'il n'a pas dépassé l'ancienne minorité de seize ans (il ne peut être condamné qu'à un internement plus ou moins long dans une maison de correction) ; mais s'il est mineur de seize à dix-huit ans, cette mesure de faveur ne lui est pas appliquée et il rentre dans le droit commun.

L'article 67 (après comme avant le remaniement de la loi de 1906) nous paraît particulièrement défectueux : nos tribunaux facilement indulgents à l'égard des jeunes délinquants appliquent aux mineurs coupables de courtes peines, qui n'ont qu'un effet : la démoralisation complète de l'enfant. A sa sortie de correction, l'enfant, sans aucune surveillance, rentrera fatalement dans la mauvaise voie. L'article 19 de la loi du 5 août 1850 place bien les mineurs, à leur libération, sous le patronage de l'Assistance publique, mais cette disposition n'a pas encore eu, dans la pratique, d'application satisfaisante.

Nos tribunaux devraient avoir la faculté de soumettre, à l'expiration de sa peine principale, le mineur condamné au régime de la maison de correction, jusqu'à vingt et un ans, comme le mineur acquitté pour avoir agi sans discernement. En fait l'enfant préfère être déclaré coupable et subir une courte peine, que de bénéficier d'un acquittement,

qui le contraindra, peut-être, à rester en correction jusqu'à sa majorité.

Dans la pratique, par suite de circulaires récentes, nos magistrats appliquent un système différent : la question du discernement ne se pose que rarement devant nos tribunaux. Les affaires concernant les mineurs de dix-huit ans ne viennent devant les juges que si la culpabilité et la responsabilité sont certaines : les parquets et les juges d'instruction classent la plupart de celles qui entraîneraient une absolution certaine, et il n'est requis contre un mineur, qu'autant que son inconduite semble mériter une sévère condamnation. De ceci il résulte cet avantage que la publicité du jugement est évitée dans bien des cas ; mais ces deux gros inconvénients de notre régime subsistent : condamnation des uns à des peines trop courtes et démoralisantes (fâcheux symptôme de cet « énervement de la répression » dont parle M. Henry Joly), abandon des autres au milieu qui a été, sans doute, la cause première de leur chute.

Au point de vue de la compétence, l'article 68 fait bénéficier les mineurs de seize ans (mais ceux-là seuls et la loi de 1906 n'a pas étendu l'article 68 aux mineurs de dix-huit ans) d'une mesure de faveur : le tribunal correctionnel est leur juridiction ordinaire et c'est là qu'ils seront déférés pour tous les délits et pour la plupart des crimes ; ils ne comparaitront en Cour d'assises que dans des cas excep-

tionnels : complicité avec des adultes, crimes entraînant la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la détention.

Cette mesure de faveur, dont l'article 68 fait bénéficier le mineur de seize ans, nous montre que notre législateur avait été frappé du danger de confier les affaires le concernant aux juridictions de droit commun. Ce n'est qu'à titre d'exception, quand des circonstances spéciales ou des crimes d'une gravité exceptionnelle l'exigeraient, que la Cour d'assises serait compétente à l'égard des enfants criminels : il fallait éviter à ces malheureux l'appareil imposant et disproportionné avec leur faute d'une juridiction solennelle.

Mais l'œuvre de l'article 68 est insuffisante ; tous les inconvénients de la cour d'assises : publicité, solennité excessives, existent presque au même degré dans nos chambres correctionnelles.

La comparution devant la juridiction du droit commun est une des principales causes de l'augmentation de la criminalité des mineurs et le vice principal de notre système répressif. L'enfant cité devant les tribunaux correctionnels est un enfant perdu : il sera jugé méthodiquement par des magistrats, soucieux évidemment de faire bonne justice, mais qui ne connaissent du coupable que ce qui leur est révélé par le dossier ; il subira la honte ineffaçable de se trouver sur les mêmes bancs que nos

délinquants adultes, à côté des pires récidivistes. La chambre correctionnelle sera la scène complaisante où il pourra jouer son rôle de jeune délinquant, sous les regards encourageants et approuvateurs de ses camarades entrés à l'audience. Il est bien fréquent en effet de percevoir des signes d'intelligence, des sourires d'encouragement échangés entre les inculpés et le public de nos salles d'audience et ce fait seul est l'indice du grand danger d'appliquer à l'enfant la juridiction du droit commun. Remarquons à ce propos que, tout en respectant le principe de la publicité des audiences, la morale sociale aurait fort à gagner à l'admission contrôlée et plus limitée du public dans nos prétoires.

Il ne faudrait pas croire que l'appareil imposant de nos tribunaux produise une impression salubre sur les jeunes délinquants : chez eux le fait de « passer en jugement », comme ils disent, est une chose naturelle, une de ces fatalités de l'existence auxquelles il faut se soumettre ; dans la famille du jeune délinquant, dans son entourage, le fait d'être jugé et d'aller en prison est une misère humaine, fatale comme le séjour à l'hôpital ; le sens moral n'existe pas naturellement chez la plupart de ces pauvres enfants.

Dès lors il ne faut pas prétendre frapper l'imagination du jeune coupable, l'effrayer en quelque sorte par la manifestation solennelle de la justice et que

nos tribunaux correctionnels ont du bon en ce sens. Dans la plupart des cas, c'est l'effet contraire à celui cherché qui est produit sur ces jeunes esprits déjà avertis, et le délinquant, de son passage en correctionnelle, ne retirera qu'une misère morale un peu plus grande, prise au contact des autres inculpés, et peut-être une sorte vanité du rôle public qu'il vient de remplir.

Les enfants doivent être jugés paternellement : pas de publicité malsaine, pas de solennité inutile ; le juge unique — bien préférable à un tribunal — devra juger en équité, débarrassé de la contrainte d'une procédure formaliste, d'un dossier officiel qui ne lui apprend rien ni sur le moral de l'enfant, ni sur les influences qu'il a subies. Une certaine confiance pourra alors s'établir chez le coupable et ses réponses plus simples, ses aveux prononcés sans forfanterie guideront le juge dans la parfaite connaissance du sujet et dans le choix de la sanction que mérite sa conduite.

C'est un système basé sur des principes analogues qui est appliqué aux Etats-Unis. Nous l'étudierons en détail et nous en apprécierons les effets. D'ores et déjà, en dehors de tout examen d'application et de pratique, nous pouvons constater qu'un semblable système évite la plupart des gros inconvénients que nous avons relevés dans notre législation. Le contact plus immédiat et constant entre le juge et le coupa-

ble permettra au magistrat de connaître l'enfant, d'influencer son caractère, d'éveiller en lui le sens moral qui sommeille, de lui appliquer le régime capable de le remettre dans la bonne voie, de le régénérer.

Pour juger un enfant on ne saurait se contenter des renseignements officiels et du relevé de casier judiciaire ; il faut examiner à quels mobiles ont obéi les jeunes délinquants : les parents négligents ou coupables devraient supporter presque toujours la responsabilité de la faute de leurs enfants ; tantôt leurs occupations les empêchent de surveiller l'enfant qui, livré à lui-même tous les jours, vagabonde dans les rues en compagnie de mauvais sujets ; tantôt les parents, eux-mêmes, donnent le triste exemple du vice et du crime poussant l'enfant à subvenir à ses besoins par des moyens malhonnêtes : pauvres enfants poussés au vice ou moralement abandonnés, dont Jules Simon a pu dire qu'ils étaient des « orphelins dont les parents sont vivants » !

L'enfant ne saurait donc être traité comme l'adulte et le juge doit bien plutôt examiner les causes extrinsèques de la faute que la faute elle-même, et rechercher le traitement le plus efficace pour l'amendement du coupable. Dans la plupart des cas, le mieux sera d'éloigner l'enfant de la famille et de son milieu social et de refaire son éducation. Au con-

traire, si le milieu est bon, l'enfant pourra y être replacé, mais sous une surveillance étroite et il sera ramené devant le juge à la moindre rechute.

La législation française a mis à la disposition de la justice une institution théoriquement excellente, mais dont les applications n'ont pas donné les résultats espérés : la loi de 1850 a créé les maisons de correction. Ce n'est pas notre intention d'étudier ici cette institution étrangère au cadre que nous nous sommes tracé. Qu'il nous suffise de constater — après bien des auteurs — que les maisons de corrections fournissent un contingent important des criminels adultes et que les amendements ne se manifestent pas dans une proportion satisfaisante. La récidive s'élève jusqu'à 40 o/o et se manifeste surtout chez les jeunes gens qui sont rendus à leur famille, à l'expiration de leur peine, et jetés, par conséquent dans le milieu qui les a déjà corrompus (1).

La loi du 12 avril 1906, qui a permis de garder en correction jusqu'à vingt-un ans (l'art. 66 avait fixé la limite à vingt ans) les mineurs acquittés pour avoir agi sans discernement, apportera sans doute une heureuse modification : les jeunes gens ne quitteront la colonie que pour entrer au régiment et cette vie

1. La récidive atteint en effet une proportion de 40 o/o dans plusieurs des établissements pénitentiaires ; elle s'élève même à 54 o/o dans la colonie correctionnelle d'Eysse descendant à 16 o/o dans les colonies très favorisées (*Cours de droit criminel* de M. Vidal, 1902, p. 216.)

nouvelle, cette discipline sévère auront sur eux la meilleure influence.

Au reste des modifications importantes ont été introduites peu à peu dans l'organisation des maisons de correction ; leur nom, tout d'abord, a été modifié en celui de colonies publiques ou privées et les réformes ont surtout visé à éviter les agglomérations excessives et à séparer le plus possible les détenus par âge et par catégorie.

Les établissements sont établis actuellement sur trois types différents : *écoles de réforme* (S^t Hilaire, Frasne le Château) pour les enfants au-dessus de douze ans : il faut éviter à ces jeunes êtres le contrat pernicieux de leurs aînés ; *colonies pénitentiaires* pour les mineurs de douze ans et au-dessus condamnés à un emprisonnement de plus de six mois jusqu'à deux ans ou acquittés pour défaut de discernement et envoyés en correction pour plus de six mois ; enfin la *colonie correctionnelle* d'Eysse pour les condamnés à plus de deux ans et les insubordonnés des autres colonies : On y envoie aussi les mineurs de seize à vingt et un ans ayant encouru la relégation. Quant aux enfants prévenus ou condamnés à moins de six mois, un quartier spécial leur est réservé dans nos maisons de justice.

Malgré ces réformes les progrès réalisés sont encore bien incomplets. Certains de nos pénitenciers comptent près de 400 pensionnaires ! Il faudrait

réduire ces contingents : les enfants pourraient alors être mieux surveillés et l'on éviterait le péril des mauvais exemples les promiscuités désastreuses et cet esprit d'indiscipline et de révolte, conséquence fatale des groupements trop nombreux.

Il serait bon de créer et de développer l'institution des Ecoles de préservation analogues à l'établissement de Montesson : il ne suffit pas de châtier, il faut prévenir, et à combien de pauvres enfants pourrait être évitée la police correctionnelle, s'ils étaient enlevés à temps au milieu familial et social qui les corrompt et envoyés dans un établissement, où ils trouveraient l'enseignement éducatif et moral qui leur a fait défaut jusqu'alors.

Des propositions diverses ont été faites en ce sens dans les congrès récents ou à la Société générale des prisons, visant la création d'écoles de préservation et de colonies de récompense. L'on voudrait surtout éviter les dangers des envois en correction de courte durée dont l'effet démoralisateur est redoutable et, au congrès pénitentiaire international de Paris, en 1895, l'on a proposé de remplacer cet envoi en correction par la mise à la disposition du gouvernement : dans ce système ce ne serait plus les magistrats qui auraient le choix des mesures à appliquer : ce serait l'administration, chargée de l'éducation correctionnelle des enfants qui lui auraient été confiés par le tribunal. Un procédé analogue est appliqué en

Belgique et il offre de nombreux avantages ; aucune peine n'est, en somme, prononcée contre l'enfant ; il est remis à l'administration qui prend à son égard les mesures qu'elle croit utiles : placement dans des familles honnêtes, internement dans un établissement d'éducation correctionnelle ou remise conditionnelle aux parents. Les mesures ont ce caractère remarquable de ne point être définitives et c'est là un avantage considérable sur les décisions prises par nos tribunaux. Nous verrons que le procédé américain de la mise en liberté surveillée offre de grandes analogies avec le système de la mise à la disposition du gouvernement : dans l'un et l'autre cas, l'internement définitif de l'enfant est évité dans la mesure du possible et une méthode éducative lui est substituée.

L'article 2 de la loi du 28 juin 1904, organise un procédé semblable et permet au tribunal *civil* de remettre à l'administration pénitentiaire les pupilles indisciplinés de l'Assistance publique, sur la demande du préfet dans les départements et du directeur de l'Assistance publique à Paris. L'administration pénitentiaire statue sur le sort de ces enfants, et les envoie dans une colonie pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle, après une sérieuse observation.

En résumé les colonies publiques ou privées actuellement existantes, doivent réduire de plus en plus

leurs effectifs trop considérables ; elles doivent perdre leur caractère, leur réputation de prisons, pour devenir des écoles, à la discipline plus ou moins sévère, où l'enfant pourra apprendre un métier utile et recevoir de bons principes et d'où il pourra partir sans inspirer la méfiance, souvent trop justifiée, qui entoure les anciens pensionnaires des colonies pénitenciaires.

Des lois récentes sont venues modifier d'une manière plus ou moins heureuse la législation antérieure.

Tout d'abord, celle du 19 avril 1898 permet, dans ses articles 4 et 5, aux juges d'instruction et aux tribunaux de prendre, à l'égard des mineurs délinquants des mesures nouvelles que n'autorisait pas le Code pénal.

Laissons de côté, pour l'instant, l'article 4 relatif aux juges d'instruction et dont nous verrons, par la suite, tout le parti qu'on peut tirer.

Avant la loi de 1898, le tribunal, auquel un enfant avait été renvoyé, n'avait que deux partis à prendre : la remise à la famille ou l'envoi en correction ; l'article 5 de la loi nouvelle permet une troisième solution : remise de l'enfant à un parent autre que les père et mère du tuteur, à une personne étrangère, à une institution charitable ou enfin à l'Assistance publique. Et ces diverses mesures peuvent être prises sans qu'il soit nécessaire d'avoir obtenu auparavant la déchéance paternelle.

L'article 5 de cette loi permet encore aux juges de ne pas laisser à l'abandon l'enfant délinquant qui obtient la loi de sursis ou le mineur condamné à une peine inférieure à six mois d'emprisonnement et qui ne bénéficie pas, par conséquent, de l'article 19 de la loi de 1850 : on peut désormais organiser à leur profit ce patronage effectif.

L'article 5 de la loi accorde en effet aux magistrats des pouvoirs sans restriction : « Dans tous les cas de crimes ou de délits commis par des enfants... » nous dit la loi ; la portée de ce texte nous semble donc très générale et rien ne paraît empêcher les magistrats d'appliquer la loi de 1898 aux mineurs condamnés avec sursis ou de confier à l'Assistance publique les condamnés à une peine inférieure à six mois et qui ne bénéficient pas de l'article 19 de la loi de 1850. C'est là l'opinion de M. Vidal (*Cours de Droit criminel*, 1902, p. 201).

La loi du 12 avril 1906 a porté à dix-huit ans la majorité pénale de l'article 66 : elle a voulu satisfaire ainsi les vœux de divers congrès pénitentiaires qui réclamaient cette prolongation de la minorité pénale avec insistance ; la mesure était déjà adoptée dans plusieurs pays étrangers, notamment en Allemagne et le congrès pénitentiaire de Paris (1895) et celui d'Anvers (1898) avaient émis des vœux en ce sens.

Il est à croire, malheureusement, que notre légis-

lateur ait été mal inspiré : les résultats produits par cette extension de la minorité pénale sont fâcheux et donnent lieu de redouter de désastreux effets. Les mineurs délinquants de seize à dix-huit ans sont presque des hommes ; ce ne sont plus, en tout cas, des enfants ; à Paris, surtout, ce sont parfois les pires bandits, déjà profondément corrompus et souvent condamnés ; parmi eux se recrutent les souteneurs et les « apaches » les plus dangereux et la société doit songer à se défendre contre eux, avant de les faire bénéficier de mesures de clémence.

Il est vrai que la loi de 1906 n'a modifié que les articles 66 et 67 du Code pénal et l'article 340 du Code d'instruction criminelle et elle n'a fait bénéficier les mineurs de seize à dix-huit ans que de la présomption de non-discernement. Si le mineur de seize à dix-huit ans est déclaré avoir agi sans discernement, il est acquitté ; mais s'il est considéré comme ayant agi avec discernement, il retombe dans le droit commun ; il ne bénéficie pas de la réduction de peine organisée par l'article 67, qui ne s'applique expressément qu'au mineur de seize ans ; il ne bénéficie pas non plus de l'article 68, qui rend le mineur de seize ans, seul, justiciable des tribunaux correctionnels.

Mais il nous paraît déjà excessif de faire bénéficier les mineurs de seize à dix-huit ans de la présomption de non-discernement et la loi de 1906 nous sem-

ble d'autant plus dangereuse, qu'une interprétation trop libérale de son esprit tend à assimiler, en fait, les jeunes criminels aux mineurs de seize ans et à leur appliquer certaines mesures de faveur qui ne leur étaient pas destinées, telles que la mise à l'instruction de leur cause ou l'application à leur profit de la loi du 19 avril 1898.

Les progrès de la science pénitentiaire ont donc suscité dans notre pays de sérieuses réformes législatives ; mais l'œuvre entreprise est insuffisante : nous pensons qu'il faut une réforme radicale, basée sur les principes même de la science pénale moderne.

L'évolution du droit pénal nous montre que des principes divers ont inspiré tour à tour le législateur pour l'établissement de la pénalité : contrat social, intimidation, expiation.

De nos jours le droit de punir repose sur trois bases : a) préservation de la société ; b) exemplarité ; c) amendement du coupable.

Ces trois éléments entrent en jeu à l'égard du délinquant adulte à parts à peu près égales. La société doit se garantir contre des hommes que la plénitude de leurs forces physiques et intellectuelles, habilement exercées au crime, rend particulièrement redoutables : de là le caractère préservatif de la peine. D'autre part des châtiments sévères peuvent être d'un salutaire exemple à l'égard d'individus qui

sont peut-être encore sensibles à la crainte. Enfin il est toujours permis d'attendre d'un régime pénitentiaire bien compris l'amendement du coupable, même le plus endurci.

Mais, à l'égard de l'enfant, ces trois fondements du droit de punir ne conservent pas une égale importance : la peine, appliquée à un mineur, ne revêt pas un caractère préservatif aussi accentué, car la faiblesse naturelle du jeune délinquant, son manque d'expérience le rendent moins redoutable. Il subit, en outre, des peines fort réduites (en vertu de l'article 67 du Code pénal) dont le caractère d'exemplarité sera restreint dans la même profession. A l'égard de l'enfant, au contraire, la perte doit viser pleinement son amendement, sa régénération et c'est à ces principes, que les progrès de la science pénitentiaire tendent à donner un relief de plus en plus accentué.

Le mineur délinquant se trouve dans une situation pénale qui réclame un traitement particulier : ce serait une grave erreur de l'assimiler à l'adulte au point de vue de sa « nocivité », forcément réduite. On ne saurait, non plus, le sacrifier au principe de l'exemplarité de la peine. L'œuvre de relèvement doit passer au premier plan et tous les efforts doivent être tentés dans ce but ; nous avons constaté malheureusement que jusqu'ici ce point capital avait été négligé.

Avec l'enfant toutes les espérances sont permises ; sa nature, encore informe, a reçu de fâcheuses empreintes, mais elles ne sont pas ineffaçables ; les impressions sont vives à cet âge mais passagères, et le criminaliste peut, avec des chances de succès, tenter de refaire cette éducation mauvaise ou incomplète. En mettant en jeu ces deux sentiments naturels de l'enfant : l'amour-propre et l'instinct d'imitation, il est en droit d'espérer faire un honnête homme du jeune criminel qui lui est confié.

Le droit de punir revêt, à l'égard de l'enfant coupable, un caractère particulier : le juge, envisageant bien plutôt l'avenir de l'enfant que sa faute passée, doit prendre des mesures qui favorisent son amendement.

Avant de proposer un régime conforme à ces principes nouveaux, nous allons étudier la législation américaine et nous verrons en quelle mesure leurs hardies innovations pourraient nous servir de modèles.

CHAPITRE II

Les tribunaux spéciaux pour Enfants aux Etats-Unis et en Angleterre

L'avantage d'un système répressif spécial pour les enfants est une idée déjà relativement ancienne, mais qui n'est entrée en application, aux Etats-Unis, qu'en 1899. En 1894, en France, M. Paul Flandin réclamait déjà la création d'un service spécial pour les enfants : « ...le service du Parquet est divisé en cinq sections ; ne devrait-on pas y créer une sixième section, celle de l'enfance ? Il s'agirait de réunir dans les mêmes mains un pouvoir toujours tutélaire, même quand il est répressif... Il suffirait de créer un poste de substitut ou, à son défaut, de juge suppléant ». M. Flandin s'était donc aperçu du danger de confier la poursuite des jeunes coupables aux magistrats habituels, et il s'était rendu compte de tous les avantages, qui résulteraient pour l'enfant de la guérison morale, de son traitement par un juge

spécialiste, plus intéressé par l'examen du délinquant que par celui du délit, soucieux d'appliquer au coupable le régime le plus propre à son amendement.

C'est une opinion semblable qui a motivé une circulaire du Garde des Sceaux du 31 mai 1898, prescrivant aux Parquets de renvoyer devant un juge d'instruction toutes les causes intéressant les mineurs ; à Paris on s'est engagé sérieusement dans la voie de la spécialisation, puisque certains juges d'instruction (six actuellement) sont chargés des causes des enfants.

C'est aux Etats-Unis que l'idée des tribunaux spéciaux pour enfants a trouvé la première application : des « Juvenile Courts » ont été créées et c'est Chicago qui a eu l'initiative de cette réforme ; c'est dans cette ville qu'en 1855, le premier tribunal juvénile a fonctionné (1).

Il est bon, à titre d'exemple, de se rendre compte des procédés qui ont permis de faire triompher en peu de temps cette heureuse initiative ; le peuple américain ne se laisse pas aller à de vaines spécula-

1. Les détails sur l'institution des tribunaux spéciaux aux Etats-Unis et la mise en liberté surveillée sont empruntés à l'intéressant ouvrage que M. Julhiet a publié en 1906 sur « Les tribunaux spéciaux pour enfants » à plusieurs articles parus dans la revue *L'Enfant* publiée sous la direction de M. Henry Rollet et Teutsch et à des rapports présentés au Congrès international d'éducation et de protection de l'Enfance dans la famille, tenus à Liège en septembre 1905.

tions : les idées généreuses que les besoins du moment suscitent, entrent presque immédiatement dans le domaine de l'expérience.

Les citoyens de l'Illinois, avant de soumettre leur projet de loi au contrôle de l'Etat, prirent le soin de préparer de longue main l'opinion publique : les comités de défense des enfants, les sociétés de patronage, les membres du barreau, la presse, s'emparèrent de l'idée des « Juvenile Courts », et, par des réunions, des articles, des conférences, suscitèrent un mouvement général de l'opinion.

Le Code pénal de l'Illinois ignorait l'enfant de moins de dix ans qu'on laissait vagabonder dans les rues : après cet âge, l'enfant était entièrement assimilé à l'adulte et il partageait avec ce dernier, la même procédure, le même prétoire, la même prison.

Ce lamentable état de choses avait frappé les sociétés protectrices de l'enfance et ce fut sous l'initiative de ces œuvres charitables que fut menée la violente et rapide campagne dont nous avons parlé et qui aboutit à la rédaction d'un projet de loi qui fut voté par les Chambres. Le 1^{er} juillet 1899, la loi entra en vigueur et Chicago fut ainsi doté d'un tribunal spécial pour enfants.

L'exemple de Chicago fut suivi promptement par les autres Etats de l'Union. En mai 1901 Philadelphie, remuée par une campagne sociale analogue à

celle de l'Illinois, votait une loi semblable qui entrerait en vigueur un mois plus tard, avant même que la Cour suprême en eût vérifié la constitutionnalité.

Aujourd'hui, vingt-cinq Etats sur quarante-cinq ont adopté les tribunaux pour enfants, qui ne tarderont pas à fonctionner dans tous les Etats de l'Union ; en Angleterre (Birmingham), en Irlande (Dublin) et en Australie des systèmes analogues sont appliqués et le County-council de Londres prépare une réforme calquée entièrement sur la législation américaine.

L'on ne peut s'empêcher d'admirer la rapidité avec laquelle les Américains sont passés de la théorie à la pratique, la témérité confiante avec laquelle ils ont tenté l'expérience des tribunaux spéciaux ; nous allons voir que leurs efforts n'ont point été trompés par les résultats.

Nous avons vu que vingt-cinq Etats de l'Union sur quarante-cinq avaient modifié leur système législatif sur le modèle des Juvenile Courts de Chicago : il est évident qu'il y a des divergences entre ces diverses lois, par suite de l'indépendance de chaque Etat, mais les principes restent les mêmes et sont appliqués d'une manière presque générale.

L'institution des Juvenile Courts présente trois caractères principaux : *a*) spécialisation du tribunal et de la procédure ; *b*) suppression absolue de la prison ; *c*) mise en liberté surveillée. Nous réservons à

cette dernière particularité un chapitre spécial. C'est là, certainement, le point le plus remarquable du régime nouveau.

Traiter l'enfant par une méthode spéciale, tel est le principe des Juvenile Courts. Cette spécialisation se manifeste de trois manières : spécialisation des juges ; spécialisation du tribunal ; spécialisation de la procédure,

Les Américains ont fort bien compris que l'enfant coupable a besoin d'un juge spécialiste analogue au médecin des maladies de l'enfance. Voici ce que dit à ce sujet M. Richard Tuthill, un des juges de Chicago, au Congrès de Liège : « L'œuvre des Juvenile Courts est certainement de former et de redresser les caractères. Il est maintenant reconnu que les jeunes garçons et les jeunes filles qui s'égarent ne doivent pas être traités comme des criminels, pas même nécessairement comme ayant besoin de réformer, mais plutôt comme ayant besoin d'avoir leurs caractères formés et d'être mis à l'épreuve et développés par un système d'encouragement. » Le juge chargé de l'enfant doit être un « tuteur » auquel l'Etat le confie ; il doit examiner, en détail, le cas pathologique qui lui est soumis, les conditions dans lesquelles le mal est né et s'est développé, diagnostiquer la maladie et prescrire un remède, dont il devra suivre les effets pendant de longs mois : le tribunal pour enfants est une clinique. Il faut, dès lors, un

juge spécialiste, un tempérament tout à la fois ferme et patient, à l'intelligence ouverte à toutes les questions de criminalité et de responsabilité ; il faut, d'autre part, un homme qui puisse consacrer tout son temps à l'œuvre qu'il entreprend.

Aussi dans la plupart des Etats le juge des Juvenile Courts est un juge spécial, choisi parmi les membres de la cour du Comté, soit par ses collègues, soit par l'Etat, ou bien il est élu par le peuple, comme les autres magistrats. Certains Etats (l'Utah par exemple) n'exigent même pas du juge des enfants des connaissances juridiques spéciales. C'est un simple citoyen qui remplit cette charge et l'on a estimé qu'un homme intègre et équitable valait souvent tout autant qu'un jurisconsulte consommé pour remplir ces fonctions toutes paternelles.

A New-York (et l'avenir montrera peut-être le danger de cette méthode) ce sont les magistrats de la Cour qui siègent par roulement au tribunal des enfants.

Dans d'autres petites villes, ce sont les juges de paix qui remplissent les fonctions des juges des Juvenile Courts : ce fait est remarquable et une mesure semblable pourrait fort bien, semble-t-il, être appliquée en France, où nos juges de paix offrent toutes les garanties et les avantages des juges américains.

Après avoir spécialisé le juge, les Américains ont spécialisé aussi la salle d'audience. Nous avons vu

les dangers qui résultent chez nous, pour les jeunes criminels, de leur comparution devant nos tribunaux correctionnels. En Amérique on évite de soumettre les enfants à l'appareil solennel des tribunaux ordinaires. Tantôt les enfants sont conduits et jugés dans un édifice spécial ; tantôt une salle du Palais de justice est affectée aux seules causes des enfants. Si l'on ne peut avoir un prétoire spécial, les enfants sont jugés dans la salle habituelle du tribunal, mais débarrassée de toute solennité : le juge ne siège pas sur une tribune surélevée, il descend au milieu des enfants et gagne leur confiance en leur parlant amicalement et paternellement.

De semblables procédés bouleversent assurément nos habitudes et nos principes et j'entends les adversaires du système américain s'écrier qu'un semblable régime ne saurait s'appliquer en France et qu'une méthode, peut-être heureuse de l'autre côté de l'Océan, serait néfaste chez nous. Assurément on ne saurait conseiller à nos juges français de faire comme ce magistrat américain qui tentait paraît-il, le relèvement des jeunes criminels, en les invitant à prendre le thé dans son « home » ; mais il n'en est pas moins vrai que le meilleur moyen de relever l'enfant coupable, c'est de gagner sa confiance en lui témoignant une paternelle affection. Le juge devra vaincre d'abord la méfiance et la timidité de l'enfant pour obtenir de lui les remords et les aveux, grâce

auxquels il pourra comprendre sa vraie nature et trouver les stimulants qui pourront l'orienter sur une meilleure voie.

Ces audiences familiales ne sauraient admettre la publicité : l'intimité nécessaire entre le juge et le coupable pourra ainsi se manifester plus librement et un public nombreux serait peut-être pour l'enfant la galerie encourageante dont nous avons montré les dangers.

Aussi le juge américain n'autorise que certaines personnes à entrer dans la salle d'audience : le principe de la publicité n'est pas respecté, mais le bien-fait qu'en pourra retirer le jeune coupable n'est-il pas plutôt à considérer ? Dans notre vieux continent les principes passent avant les nécessités pratiques. En Amérique on s'incline plutôt devant celles-ci que devant ceux-là.

C'est une thérapeutique spéciale qui est appliquée à l'enfant : le juge, chargé de l'examiner, n'est pas entravé par les exigences d'une procédure rigoureuse, son appréciation ne sera pas gêné par les règles invariables d'un code. C'est en équité qu'il jugera et son opinion, il pourra la former librement et sans aucune contrainte ou idée préconçue.

C'est lui, juge civique, qui assure toute la procédure (s'il est possible d'employer ce terme) depuis l'arrestation jusqu'au jugement aidé du *probation officer*, sorte d'inspecteur, que nous verrons tout à

l'heure, à l'œuvre ; il fait l'enquête, l'instruction et prononce la sentence. Et toute cette procédure, débarrassée des longueurs et des formalités inutiles, est promptement expédiée. C'est ainsi qu'à Denver, des enfants arrêtés dans la journée sont jugés le soir même, après son diner, par le juge Lindsey et qu'il est statué sur leur sort en quelques heures, pour leur éviter le séjour du poste de police.

Le juge des enfants se base seulement sur sa conscience, sur la connaissance de l'âme des enfants et il n'est borné par aucune loi écrite, par aucune jurisprudence. Ses pouvoirs sont illimités, sauf dans certains Etats, comme l'Illinois, où le juge ne peut faire enfermer l'enfant en correction, sans l'avoir déferé d'abord à la cour d'assises qui peut seule lui appliquer cette mesure de rigueur.

En outre de la spécialisation, la législation américaine se caractérise par la suppression absolue de la prison pour l'enfant délinquant. Avant le jugement, et nous avons vu que l'arrestation de l'enfant précède généralement de peu la sentence, l'enfant ne subit pas le contact malsain des autres délinquants : au poste de police, une pièce spéciale lui est réservée. S'il n'est pas laissé en liberté, il subit la détention préventive dans un édifice spécial.

D'autre part le juge ne peut jamais envoyer l'enfant dans la prison commune ; il a plusieurs autres sanctions à sa disposition, toutes basées sur l'avantage

qui peut résulter pour l'enfant d'un régime convenable, approprié à sa nature.

Alors que dans notre législation française nos magistrats n'ont que deux partis à prendre : la mise en correction ou la liberté absolue, sans aucun contrôle sur le jeune délinquant (la loi du 19 avril 1898 a en partie modifié, il est vrai, cette situation), le juge américain a d'autres moyens à sa disposition. Pour les enfants particulièrement vicieux, il y a certaines maisons de réforme très sévères : telle est la maison de Pontiac en Illinois. Mais nous avons vu que la cour d'assises, seule, peut prendre cette rigoureuse mesure si la Juvenile Court la croit nécessaire ; les statistiques nous montrent la rareté de ce moyen de répression : dix ou douze enfants par an, seulement, sont traduits en cour d'assises, à Chicago !

A côté de ces prisons sévères, le juge a encore à sa disposition toute une série de maisons de réforme et d'écoles professionnelles dont le régime est plus ou moins rigoureux. Ce n'est pas le lieu ici de montrer le fonctionnement de ces écoles. Il nous suffira de constater qu'elles recherchent toutes l'amendement de l'enfant, le relèvement de sa nature morale et que tous les moyens sont mis en œuvre pour arriver à ce résultat : l'amour-propre et l'intérêt personnel de l'enfant sont des facteurs importants et la

législation américaine ne l'a pas ignoré en instituant une libération conditionnelle par grades.

Dans ces écoles professionnelles, on évite surtout les agglomérations fâcheuses. Voici ce que nous dit encore M. Richard Tuthill sur l'école Saint-Charles à Chicago : « Les Juvenile Courts trouvent une base solide dans le « Home » et l'école à la campagne, où les délinquants peuvent être envoyés et détenus quand toutes les autres méthodes faillissent. Dans ces « Homes » à la campagne, les enfants sont répartis par cottages ou villas, sous la surveillance du père directeur et de la mère directrice, qui doivent posséder à un haut degré les qualités nécessaires à des « Probation Officers ».

Si le juge estime que l'enfant n'a pas besoin d'être surveillé aussi étroitement, il le confie à une société de patronage ou de placement familial : aux Etats-Unis les sociétés charitables sont accréditées auprès des magistrats et en rapport constant avec eux, ce qui facilite étrangement la tâche du juge et lui permet, à bon escient, de confier l'enfant délinquant à la société la plus digne et la mieux désignée.

En France, malgré les œuvres innombrables de patronage, suscitées par l'initiative privée ou les pouvoirs publics, on ne saurait trouver cette bonne entente, cette union de tous les dévouements : des méfiances réciproques, des rivalités déplorables viennent anéantir les meilleures intentions et les plus

grands efforts. Et, cependant, ne devrait-on pas étouffer tous les dissentiments pour collaborer à cette grande œuvre de charité sociale qui est le relèvement de l'enfance coupable?

Enfin le juge américain a encore à sa disposition une dernière ressource, complètement spéciale à sa législation et qui est assurément la meilleure innovation du système des Juvenile Courts : je veux parler de la mise en liberté surveillée.

Avant d'aborder l'étude de cette mise en liberté surveillée, il est bon de signaler certaines mesures, introduites dans plusieurs lois des Etats, établissant la responsabilité des adultes qui avaient la garde des enfants délinquants.

Il est évident que les parents criminels eux-mêmes ou négligents sont, le plus souvent responsables des délits et des crimes commis par leurs enfants : ce sont les mauvais exemples ou le défaut complet de toute éducation et de toute surveillance qui font les jeunes délinquants. Aussi, les législateurs des Etats de l'Illinois ont décidé de frapper les parents coupables. La loi du Colorado, par exemple, édicte des peines, qui peuvent aller jusqu'à un an de prison, contre les parents ou tuteurs qui auraient abandonné ou négligé un enfant confié à leurs soins : cette loi vise les parents négligents, alors même que l'enfant n'a commis aucun délit. A titre d'avertissement la loi du Colorado a inséré un article analogue à notre

loi de sursis, qui suspend la peine prononcée contre le père ou la mère et ne la rend exécutoire que si l'enfant commet un deuxième délit.

D'autre part, les tribunaux peuvent condamner les parents négligents — auxquels on retire la garde de leurs enfants — à payer le prix de la pension dans la maison de réforme où l'on envoie le jeune coupable : il ne faut pas que les parents, indignes de conserver la garde de leurs enfants, retirent un bénéfice indirect de la mesure dont ils sont l'objet, et la loi a bien fait de leur rappeler ainsi leurs devoirs naturels que la cupidité pourrait leur faire négliger.

La loi de l'Illinois édicte des mesures analogues contre les parents de l'enfant ou tout adulte auquel est confié un enfant et qui ne remplissent pas convenablement leur devoir d'éducation.

Les Juvenile Courts n'ont pas à connaître seulement des enfants délinquants : elles doivent aussi veiller sur les enfants « en danger moral », c'est-à-dire sur les enfants abandonnés, livrés à eux-mêmes, qui n'ont pas encore commis de délit, mais qui sont fatalement entraînés sur la voie du crime par les mauvais exemples qu'ils reçoivent ou par la négligence de leurs parents. Il ne s'agit pas seulement de châtier, il faut prévenir la faute autant que possible, et le tribunal des enfants devra prendre à l'égard de ces malheureux toute mesure qu'il jugera convenable : envoi dans une maison de ré-

forme, une école professionnelle, remise à une société de patronage. Parfois même un simple aver-tissement aux parents et la mise en liberté surveillée seront des mesures suffisantes.

Le tribunal pour enfants reçoit aussi les plaintes des enfants martyrs, des enfants exploités : d'eux-mêmes, les jeunes malheureux viennent, devant le juge de la Juvenile Court, déposer leur plainte ou leur réclamation ; ils savent qu'ils trouveront auprès du juge les conseils et l'appui nécessaires.

Un citoyen quelconque des Etats-Unis peut signaler l'état d'un enfant en danger moral et il n'a qu'à rédiger une requête par écrit en établissant les faits certifiés par une attestation sous serment. Les parents de l'enfant seront convoqués par sommation à comparaître devant la Juvenile Court (loi de l'Illinois, art. 4 et 5).

La Juvenile Court n'est donc pas seulement un tribunal répressif : c'est aussi un asile pour l'enfant malheureux qui trouvera auprès des juges le soutien et les soins que son état réclame. Toutes les questions relatives à l'enfance pauvre sont centralisées devant le tribunal des enfants, et c'est autour de lui que se groupent les initiatives charitables et les œuvres privées ou publiques qui s'intéressent à l'enfance malheureuse.

Des œuvres diverses sont annexées au tribunal : dispensaire, soins médicaux, salles de douches,

bibliothèque et l'on peut dire qu'aucun des problèmes passionnants de l'enfance n'est étranger à la Juvenile Court, qui centralise tous ses intérêts.

A l'instar des Etats-Unis, l'Angleterre, frappée des résultats remarquables obtenus par le système américain, a mis à l'essai les tribunaux spéciaux pour enfants et la liberté surveillée. Alors qu'en France nous n'avons obtenu jusqu'ici que les efforts mal encouragés de l'initiative privée, en Angleterre le ministre de l'Intérieur, poussé par l'opinion publique, a réglementé le système répressif appliqué aux enfants dans tout le royaume. Une circulaire a été lancée décrétant la disjonction des affaires d'enfants des affaires ordinaires, et proclamant la nécessité de créer dans tout le Royaume Uni des tribunaux spéciaux pour enfants.

L'exemple venait de Birmingham où, le 13 avril 1905, avait été instituée la première « Juvenile Court ». Dès le mois de juin suivant l'essai fut déclaré satisfaisant et la mesure nouvelle appliquée dans l'Etat tout entier.

Dans près de vingt-cinq cités fonctionnent des tribunaux spéciaux pour enfants ; dans les autres — de plus modeste importance et ayant moins de ressources — on s'est contenté de séparer les causes des enfants de celles des adultes. La comparution des délinquants est individuelle. Les audiences sont

tenues le matin à dix heures, et l'on évite ainsi en partie les dangers de la publicité.

A Birmingham, où la Juvenile Court fonctionne depuis deux ans, les résultats sont déjà fort remarquables et encourageants : il n'y a eu que 3 o/o de récidivistes parmi les enfants mis en liberté surveillée et en 1906 on n'a pas mis un seul enfant en prison. Quelques enfants particulièrement contaminés ont été placés dans des écoles industrielles et des maisons de réforme.

Les Anglais, comme les Américains, ont édicté des peines sévères contre les parents négligents et coupables, avec suspension de l'exécution de la peine prononcée et mise des parents sous la surveillance d'un délégué.

Londres ne possède pas encore son tribunal spécial pour enfants, mais le County-Council prépare une réforme, basée sur le programme américain. Les résultats qui seront obtenus dans cette grande cité, dans laquelle l'enfance pauvre et criminelle abonde, seront intéressants à connaître.

CHAPITRE III

La mise en liberté surveillée

La mise en liberté surveillée est la deuxième caractéristique du système pénal appliqué en Amérique aux enfants délinquants.

La Juvenile Court ne peut jamais condamner l'enfant à la prison (quelques Etats ont conservé cependant cette sanction rigoureuse à l'égard de l'enfant spécialement dépravé et vicieux); elle peut l'envoyer dans des maisons de réforme, des colonies pénitentiaires, le remettre à des institutions de patronage, à des œuvres de placement familial. Ce sont là autant de mesures peu dissemblables de celles que nous voyons appliquées en Europe.

Mais le juge américain rend le plus souvent une sentence d'une nature toute particulière, qui est l'heureux complément de l'institution des tribunaux

spéciaux et que nous ignorons en France : la mise en liberté surveillée (1).

Aucune peine n'est prononcée contre le délinquant : il est laissé en liberté sous la surveillance d'un délégué du tribunal, appelé « Probation officer ». C'est une mise à l'épreuve dont bénéficie le coupable ; s'il récidive il est ramené devant le tribunal, qui prendra cette fois, à son égard, une mesure répressive ; s'il ne commet pas un nouveau délit, il reprend son entière indépendance et la surveillance dont il était l'objet cesse dès qu'elle ne paraît plus nécessaire.

La mise en liberté surveillée est un système analogue à notre loi de sursis : c'est une application de la théorie des peines conditionnelles. La loi de 1891 suspend l'exécution de la peine qui est prononcée par le tribunal ; dans le système de la liberté surveillée, c'est la prononciation même de la peine qui est suspendue.

L'on a beaucoup parlé, ces derniers temps, de la mise en liberté surveillée et l'on serait peut-être tenté de croire que son fonctionnement est aussi récent que l'organisation des Juvenile Courts et connexe à cette institution : ce serait une erreur.

1. Une ingénieuse interprétation de la loi du 19 avril 1898 permet cependant, en France, l'application d'une mesure analogue.

La mise en liberté surveillée est antérieure de trente ans au système des tribunaux pour enfants, et en 1869 l'Etat de Massachusetts l'avait introduite dans son code. Il est à remarquer que cette mesure commença par être appliquée aux mineurs délinquants. En 1878 et 1880 ce système fut étendu aux adultes et se développa complètement.

Quand, au cours de ces dernières années, furent institués les tribunaux spéciaux, ils trouvèrent le système de la « Probation » tout organisé et il n'y eut qu'à introduire quelques améliorations à cette heureuse institution.

En France, quand fut discuté le projet de la loi Béranger, le système de la liberté surveillée fut étudié. Voici ce qu'en disait, en 1891, M. Jules Nègre :

« Dans le système de la Probation, le juge a la faculté de suspendre les poursuites pendant un délai d'épreuve ; elles sont abandonnées ou reprises suivant la conduite du délinquant, constatée par le « probation officer » ; ce fonctionnaire est investi des pouvoirs les plus étendus. Il s'informe des arrestations faites chaque jour, visite les détenus préventifs, fait une enquête sur leur situation, leurs ressources, leurs antécédents, étudie leur nature et leur conduite, les aptitudes à amélioration qu'ils peuvent présenter. Il assiste ensuite aux audiences, communique au tribunal ses impressions et ses renseignements. Si le tribunal acquiesce à la requête du « pro-

bation officer », tendant à laisser aller l'inculpé indemne, il fixe le temps d'épreuve. Le « probation officer » a alors pour mission de surveiller le coupable ainsi relaxé ; il exerce sur lui un patronage intellectuel, lui procure du travail, le visite fréquemment dans son domicile, exige de lui des informations régulières, ponctuelles, cherche, en un mot, à l'entraîner vers une vie honnête, et, pour peu que sa conduite lui paraisse suspecte, il le fait arrêter de sa propre autorité et le ramène au tribunal, qui cette fois, le condamne. » (*La loi Bérenger*, par G. Nègre.)

Tel est le système qui est venu, après avoir subi certaines adaptations, compléter l'institution des Juvenile Courts.

Il a été nécessaire, en effet, dès que le problème de l'enfance coupable a été envisagé sous son vrai jour, d'introduire certaines modifications au système de la Probation. La liberté surveillée revêt un caractère tout particulier quand elle s'applique aux enfants : elle doit se montrer plus indulgente, plus tutélaire et le choix des délégués réclame un soin particulier. Pour les adultes, les probation officers sont généralement des policiers qui se contentent souvent d'une lointaine surveillance, cherchent à intimider leurs « probationers » plutôt qu'à les amender et ne sont pas toujours, paraît-il, d'une délicatesse à toute épreuve.

Les délégués, chargés de surveiller les mineurs

laissés en liberté, ne sauraient être les mêmes que pour les délinquants adultes ; ils doivent être, avant tout, des éducateurs soucieux de leur tâche, en comprenant toute l'importance et la responsabilité.

Des policiers ne sauraient remplir ces fonctions toutes paternelles, incompatibles avec la rigueur habituelle de leur métier ; de simples particuliers n'offrent pas les garanties suffisantes. Il faut un corps spécial de fonctionnaires et nous verrons que les Américains n'ont rien négligé pour obtenir des hommes dignes de la mission qui leur est confiée.

La tâche qui incombe aux « probation officers » est en effet fort lourde : c'est une véritable tutelle qui leur est déléguée par le tribunal et ils doivent exercer sur l'enfant qui leur est confié une surveillance constante. Ils doivent empêcher leurs pupilles de mendier et de vagabonder, veiller à ce qu'ils aillent régulièrement à l'école.

Cette surveillance est doublée d'une action morale que le probation officer doit exercer par tous les moyens à sa disposition : les blâmes, les conseils, les encouragements seront distribués tour à tour et les dispositions naturelles de l'enfant seront étudiées et mises en jeu, de manière à exercer sur lui une influence efficace. Les délégués sauront faire appel, s'il le faut, à la dignité, à la fierté, à l'amour-propre de l'enfant.

Si l'on songe que la Probation peut durer des

mois et des années, l'on comprendra la lourde responsabilité des délégués, chargés de faire ou de refaire une éducation mauvaise ou négligée. Suivant les propres termes de l'article 21 de la loi de l'Illinois, « l'enfant doit être soumis à un régime qui se rapproche autant que possible de ce qui devrait être fait par ses parents. »

Au point de vue pratique, le délégué remplit ainsi ses fonctions : tous les quinze jours, il rédige un rapport sur chaque enfant, dans lequel il note les observations qu'il a faites, les efforts qu'il a tentés auprès de son pupille, les résultats qu'ils ont produits ; il y joint son appréciation personnelle sur le milieu familial de l'enfant et sur l'opportunité de la mesure dont il bénéficie. Les notes obtenues à l'école sont jointes à ce rapport bi-mensuel.

Les délégués sont chargés aussi de faire les enquêtes préalables à la comparution de l'enfant devant le tribunal : le juge doit être renseigné complètement sur le délinquant qui lui est amené, sur ses antécédents, son milieu social et sur l'influence que peuvent avoir sur lui les membres de sa famille. C'est au probation officer, et non à un agent de police que sont confiées ces délicates et importantes recherches.

Voici ce que disent, du reste, les instructions remises aux probations officers de l'Illinois : « Quand des cas vous sont confiés pour enquête, on attend de vous que vous fassiez une enquête person-

nelle des faits, en vue d'éclairer le tribunal pour savoir ce qui doit être fait. Pour cela, il sera nécessaire de fixer l'histoire et les conditions de la vie de l'enfant aussi complètement que possible ; le tribunal désirera connaître le caractère, les dispositions, les tendances et les notes d'école de l'enfant, de même que le caractère des parents et leur capacité à diriger et à entretenir l'enfant. »

C'est à l'audience spéciale, tenue tous les quinze jours par le tribunal, que le délégué présente son rapport sur l'enfant qui lui est confié. A cette audience comparaissent tous les pupilles mis en liberté surveillée. Le juge fait subir à chacun d'eux une sorte d'examen de conscience, prend connaissance de sa conduite pendant la quinzaine écoulée, blâme ou récompense. Après avis du délégué, le juge décide si la surveillance doit se continuer encore ou si l'enfant peut en être complètement débarrassé ; si le pupille est absolument incorrigible et ne paraît pas s'amender sous la bonne influence du délégué, il est pris à son égard des mesures de rigueur, telles que l'envoi dans une maison de réforme.

Ces audiences bi-mensuelles sont une caractéristique très importante du régime américain ; le juge reste en rapport constant avec l'enfant, il ne le perd pas de vue tant que dure le traitement qu'il lui fait subir, et il en est ainsi même dans les villes très

importantes, comme Denver (134.000 habitants), où le juge des enfants, Lindsey, se vante de connaître personnellement tous ceux qui passent devant lui (1).

Dans ces conditions le magistrat peut juger en connaissance de cause. Son opinion personnelle se forme, contrôlée et complétée par les rapports des « probation officers » ; la sentence qu'il rend n'est que provisoire ; il essaie plusieurs mesures répressives, avant de prendre une décision définitive. La mise en liberté surveillée, notamment, fonctionne sous son contrôle immédiat et, si l'enfant ne trouve pas auprès de ses parents les directions et les exemples suffisants pour son amendement, ou bien s'il est incorrigible, des mesures plus rigoureuses seront prises à son égard.

Il est inutile de mettre ce procédé en parallèle avec notre régime actuel, où le tribunal connaît à peine les antécédents de l'enfant et où il ignore complètement les effets de la sentence prononcée contre lui.

1. L'on ne saurait trop insister sur le rôle tutélaire des magistrats dans le système de la liberté surveillée : il n'est plus un juge qui châtie, il est un conseiller de tous les instants, qui doit gagner la confiance de l'enfant et exerce sur lui une profonde influence. La caractéristique la plus remarquable du régime américain, c'est ce travail direct et constant du magistrat sur l'enfant, ce « corps à corps » qu'il permet d'avoir avec le jeune égaré, selon l'heureuse expression de M. Julhiet.

L'application d'un semblable système réclame un choix tout spécial des « probation officers ». Aussi les Américains ont réglé avec un soin tout spécial le recrutement et l'organisation de ces délégués.

Suivant les Etats, le délégué est tantôt un simple agent administratif, tantôt un agent de l'autorité, pouvant procéder à une arrestation, tantôt un simple particulier. Dans tous les cas, le délégué est accrédité auprès de la « Juvenile Court », possède la confiance des juges dont il est vraiment le collaborateur.

Généralement le corps des « Probation officers » comprend plusieurs délégués officiels qui ont sous leurs ordres des surveillants volontaires, hommes ou femmes, dont ils contrôlent les opérations.

A Chicago, le tribunal a vingt-huit délégués, dirigés par un délégué-chef : la ville est divisée en douze districts et les « probation officers » se partagent la besogne. Il arrive ainsi fort bien qu'un délégué ait près de cinq cents pupilles en surveillance : c'est alors que le concours de l'initiative privée est précieux ; les instituteurs, les membres du clergé, les personnes charitables viennent aider le délégué dans sa tâche.

A Indianapolis, il y a trois délégués payés et cent soixante-douze volontaires. Ces délégués sont choisis sur une liste dressée par les sociétés de patronage ; ces sociétés ont même organisé des sortes

d'écoles et les « probation officers » subissent, avant d'entrer en fonction un examen sérieux. Il en est ainsi notamment à Chicago et à New-York.

Les Américains, en créant le corps de fonctionnaires rétribués, ont fort bien compris le danger de le confier entièrement à l'initiative privée et désintéressée ; un travail intelligent et effectif ne peut être obtenu que moyennant salaire et l'on ne pourra jamais exiger d'un délégué non rétribué les soins suivis et réguliers réclamés par un pupille.

Les appointements ne sont jamais inférieurs à 3.000 francs par an ; les femmes elles-mêmes sont rétribuées ; certains délégués touchent près de 5.000 francs.

La mise en liberté surveillée ne pourra fonctionner en France d'une façon profitable que si un corps de fonctionnaires spéciaux est organisé. La police ne saurait remplir ce rôle, qui exige du tact, un dévouement sans bornes et surtout l'absolue confiance des familles auprès desquelles on intervient. Or, nos familles françaises ont une méfiance très grande des policiers et les verraient d'un mauvais œil surveiller leur vie intérieure.

Quant aux délégués volontaires, ils n'offrent pas les garanties suffisantes ; il faut surtout envisager, dans cette question, la mentalité spéciale à chaque peuple. Le Français, prompt au dévouement, toujours disposé à faire une bonne action, ne prévoit

malheureusement pas les difficultés et les longueurs de l'œuvre qu'il entreprend : une société charitable se fonde ; les adhésions affluent, enthousiastes et souvent encombrantes ; le plus brillant avenir semble réservé à l'œuvre ; mais peu à peu, les ardeurs, très sincères cependant, des premiers jours, s'apaisent, le zèle diminue et les organisateurs s'aperçoivent rapidement qu'ils ne peuvent pas compter sur les concours qu'on leur avait offerts. Effet bien naturel de cette légèreté de notre race, si généreuse cependant !

Les Américains ont pu compter davantage sur le concours de l'initiative privée et, dans certaines villes, comme Indianapolis, les délégués volontaires sont en grande majorité et donnent les plus sérieuses satisfactions ; le caractère anglo-saxon est bien différent du nôtre et, si les violents enthousiasmes sont rares, la notion du devoir est plus stricte et plus rigoureuse. D'autre part, en France, tout ce qui ne revêt par un caractère officiel n'a qu'une autorité restreinte ; le « probation officer » devra être chez nous, un fonctionnaire, si l'on veut qu'il trouve auprès des familles la confiance et le respect nécessaires à sa tâche.

La mise en liberté surveillée, ainsi comprise, semble être un rouage administratif supplémentaire, un nouveau chapitre de dépenses à ajouter au budget et l'objection d'économie se dresse aussitôt. Il

nous suffira pour y répondre de citer les termes mêmes du rapport de M^{me} H. de Wiart au congrès de Liège : « On a constaté une différence énorme entre le coût de la procédure ancienne : indemnités du jury, frais de prison ou d'entretien à l'école industrielle et ce que représentent les frais de la Probation. Tandis que ceux-ci ne dépassent pas onze dollars, il se rencontrait précédemment à Denver des cas qui avaient occasionné pour la correction une dépense de 840 dollars ; un autre cas avait coûté plus de 1.000 dollars. Il est résulté du bon fonctionnement de la Children-Court, en proportion avec le nombre des délits et des délinquants, une économie de 100.000 dollars. »

Une semblable économie pourrait être réalisée chez nous ; en tout cas, notre budget ne se trouverait pas grevé d'une charge nouvelle par suite de l'application de la mise en liberté surveillée. Il est bon de faire cette remarque pour tranquilliser les esprits craintifs, quoique sur une telle matière, où le sauvetage de l'enfance est en jeu, il soit assez mesquin de faire entrer en ligne de compte des calculs budgétaires !

Nous venons d'étudier ainsi le système américain dont nous connaissons maintenant les trois caractéristiques principales : *a)* Spécialisation du tribunal poussée aussi loin que possible ; *b)* Suppression absolue de la prison et de la détention préventive

en commun ; c) Application aussi fréquente que possible de la mise en liberté surveillée.

Il nous faut maintenant, avant de nous prononcer sur l'opportunité d'une semblable réforme en France, apprécier les résultats déjà obtenus aux Etats-Unis.

L'organisation des « Juvenile Courts » et de la mise en liberté surveillée en est encore à ses débuts ; le plus ancien de ces tribunaux remonte à 1899.

Cependant les heureux résultats de cette institution se sont déjà fait apprécier ; ce sont eux qui militent en sa faveur et qui nous permettront, toutes proportions gardées, de proposer une réforme en France sur des bases analogues et d'en espérer des résultats aussi encourageants.

Le choix tout spécial des juges et des délégués explique, assurément, en grande partie, l'admirable succès des tribunaux spéciaux.

Le juge des enfants n'est pas un indifférent, consacrant à peine quelques instants à l'examen du cas qui lui est soumis ; il prend à cœur son travail et s'intéresse passionnément à son œuvre, faite tout entière de patience et de dévouement. Le juge des enfants n'est pas un ambitieux, briguant de hautes fonctions ; c'est un homme désintéressé qui consacre son temps, sans ménagement, à l'examen de l'âme d'un enfant, découvre la source du mal et cherche le remède.

A côté du juge, le corps des « probation officers »,

qu'il seconde vient contribuer aussi au bon succès de l'œuvre.

L'institution nouvelle, au début, avait soulevé certaines hostilités, tant de la part des jurisconsultes conservateurs et intransigeants, que de la part de la police, qui voyait dans le système nouveau un relâchement dangereux de la répression. Peu à peu, l'opinion publique fut modifiée et finit par se prononcer nettement en faveur de la méthode nouvelle, dont elle put apprécier les résultats. La police en est venue à accepter et à approuver d'une façon presque unanime les tribunaux pour enfants : sa tâche se trouve simplifiée ; les agents hésitaient autrefois à arrêter des petits vagabonds, coupables de menus délits et qui ne méritaient pas la prison ; la sanction indulgente de la liberté surveillée résoud cette question embarrassante.

Enfin le président Roosevelt, lui-même, a pu déclarer en 1905 : « Les tribunaux pour enfants du Colorado sont un exemple que je voudrais voir suivre dans l'ensemble du pays... j'ai exprimé déjà ma foi dans leur travail... et, aussi loin que j'en aurai le pouvoir, je les aiderai. »

Les résultats qui ont pu provoquer une si flatteuse déclaration, les voici :

A Denver, avant l'institution des tribunaux spéciaux, la récidive atteignait 50 o/o ; aujourd'hui, elle ne dépasse pas 5 o/o. Depuis quatre ans aucun

enfant n'a été envoyé en prison et 98 o/o de ces délinquants ont été rendus à leur famille en liberté surveillée ; avant la loi nouvelle les trois quarts des enfants, traduits en justice, étaient envoyés en prison ou dans des maisons de correction aussi dangereuses.

A Indianapolis, sur 500 enfants mis en liberté surveillée, la récidive n'atteignait pas 10 o/o.

A Chicago, la Juvenile Court fonctionne depuis six ans. La récidive n'a pas dépassé 10 o/o parmi les 5.000 ou 6.000 enfants mis depuis cette époque en liberté surveillée.

A New-York, où les résultats sont fort intéressants par suite de l'agglomération considérable, 3.377 enfants ont été mis en liberté surveillée dans l'espace de trois ans ; sur ce nombre 17 o/o seulement ont été des « échecs » et ont dû être mis en correction.

Ces chiffres éloquents — que j'emprunte à l'ouvrage de M. Julhiet — se passent de commentaires ; ils sont une preuve certaine du bon effet produit aux Etats-Unis par la création des Juvenile Courts. La mise en liberté surveillée nous paraît être la mesure la plus heureuse de cette réforme. Alors que le tribunal français n'a le choix qu'entre deux partis, aussi mauvais l'un que l'autre : l'acquittement pur et simple, sans aucune surveillance, ou l'envoi en correction, le juge américain a à sa disposition une

solution mixte, qui laisse l'enfant dans son atmosphère familiale et normale, mais sous la surveillance étroite du juge ; il s'établit ainsi une collaboration féconde entre le tribunal et la famille obligée à jouer son rôle naturel. L'enfant cherchera évidemment à se libérer d'une tutelle gênante ; les parents, que la loi américaine ont déclaré pénalement responsables des délits commis par leurs enfants, sont activement intéressés au succès du traitement.

C'est donc là une réforme excellente ; il est bon de faire remarquer que le juge unique paraît être l'auxiliaire indispensable de la mise en liberté surveillée. Nous avons vu le rôle tutélaire de la Juvenile Court, le caractère familial de ces audiences bi-mensuelles où le magistrat peut connaître les enfants et apprécier les résultats de la mise en liberté surveillée : la spécialisation du juge semble ici indispensable pour donner à la liberté surveillée le maximum de son pouvoir moralisateur.

CHAPITRE IV

Essais d'application en France de la mise en liberté surveillée, à l'aide de la loi du 19 avril 1898. — Système de M. Rollet Système de M. Albanel

Nous venons d'étudier dans son ensemble la législation américaine ; tribunaux spéciaux, mise en liberté surveillée : telles sont les heureuses innovations introduites aux Etats-Unis et dont les statistiques nous permettent de constater les merveilleux résultats.

En France, comme à l'étranger, l'on a suivi avec intérêt l'application de cette méthode nouvelle et la question des tribunaux spéciaux pour enfants est à l'ordre du jour.

Des projets sont à l'étude ; les récents congrès, les efforts constants des sociétés de patronage ont attiré l'attention des pouvoirs publics et nous avons vu que le conseil supérieur des prisons est saisi

d'un projet de remaniement complet de la législation pénale de l'enfance, avec examen spécial de l'institution nouvelle des Juvenile Courts. Souhaitons que ce projet soit pris en sérieuse considération et que notre pays soit doté, sous peu, de lois nouvelles que l'intérêt social réclame impérieusement !

Mais, dès à présent, sans attenter en rien au respectable édifice de nos codes, ne serait-il pas possible de modifier et d'adoucir, dans la pratique, le régime pénal existant ? Nos lois actuelles ne sauraient-elles admettre l'application de procédés permettant l'introduction pratique de tout ou partie du système de la liberté surveillée ?

Des esprits éclairés — guidés par le souci constant du relèvement des jeunes délinquants, souvent irresponsables de leur faute, secondés par le bon vouloir de nos magistrats — ont tenté à Paris, à l'aide de la loi du 19 avril 1898, d'organiser un régime analogue à la liberté surveillée.

C'est à M. Rollet, le distingué avocat à la Cour d'appel et le directeur dévoué du Patronage de l'enfance, qu'appartient l'honneur de cette tentative.

La loi de 1898 a été faite pour réprimer les violences et les actes de cruauté, dont les enfants « martyrs » sont les victimes. Elle renferme en outre deux articles, les articles 4 et 5 qui donnent au juge d'instruction et aux cours et tribunaux saisis, le droit de confier, par ordonnance ou jugement, l'enfant

délinquant ou victime, à un parent, à une personne ou à une société charitables qu'ils désigneront, ou bien encore à l'Assistance publique. Cette mesure peut être prise d'une manière définitive par le tribunal ou la cour ou d'une manière provisoire par le juge d'instruction.

« Jusqu'à la loi de 1898, les magistrats avaient à choisir entre trois solutions qui, à des degrés divers sans doute, mais toutes dans une certaine mesure, répugnaient trop souvent à leur conscience ou à leurs préjugés : l'acquittement pur et simple, également redoutable à l'enfant et à la société, étant donné le milieu qui attend ordinairement au sortir de l'audience le jeune délinquant relaxé ; la courte condamnation correctionnelle, objet d'une réprobation unanime, et dont l'unique résultat était d'exposer à toutes les contagions, dans la promiscuité des prisons, des moralités au moins très menacées ; l'envoi enfin dans une de ces maisons de correction, dont les efforts méconnus, dans l'accomplissement d'une tâche singulièrement ingrate, n'ont que rarement réussi à désarmer une défiance générale et qui rendent à la société des jeunes gens frappés d'une injuste mais trop certaine suspicion. » (*Rapport de M. Fourcade au Comité de Défense des Enfants traduits en justice*, dans sa séance du 6 juillet 1904).

Désormais nos magistrats pourront prendre une nouvelle solution : retirant aux parents la garde de

leur enfant — mesure qui peut être l'objet d'appréciations diverses — ils remettent ce dernier aux soins d'une personne charitable, d'une œuvre publique ou privée.

Malheureusement la loi de 1898 n'était guère entrée dans le domaine de la pratique jusqu'à l'année dernière : 4 o/o à peine des enfants en avaient bénéficié. Il n'existait pas, en effet, d'établissement public ou d'institution privée conforme au but poursuivi par le législateur : éviter, tout à la fois, les dangers des maisons de correction et ceux de la liberté pure et simple. Il fallait créer des écoles de préservation, répondant par leur organisation et leur programme aux desiderata de la nouvelle loi ; il aurait fallu tout au moins trouver des sociétés de patronage privées, offrant des garanties nécessaires et suffisamment accréditées auprès des pouvoirs publics.

En 1898, c'est avec peine que l'on peut trouver en France deux établissements conformes au programme nouveau : l'école de Montesson, dont l'admirable organisation pourra servir de modèle aux créations futures ; et l'école Saint-Louis, dans la Gironde.

Ce sont bien là deux établissements que l'on peut appeler : écoles de préservation ; mais il faudrait en multiplier le nombre. Les lois des 27 et 28 juin 1904 vont, sans doute, amener le développement souhaité, puisque chaque département est désormais contraint d'avoir son école professionnelle.

Quant aux sociétés charitables privées, elles ne s'étaient jamais vu encore confier un jeune délinquant et il fallut l'initiative de M. Rollet pour que nos tribunaux entrassent dans cette voie.

Voici comment M. Rollet relate dans l'ouvrage publié sur les Tribunaux spéciaux, les circonstances dans lesquelles le tribunal de la Seine lui confia pour la première fois un jeune délinquant :

« Quatre jours après la conférence de M. Julhiet, le samedi 10 février 1906, trois jeunes gens, prévenus d'avoir, de concert, commis deux vols à l'étalage, comparaissaient devant la 8^e chambre du tribunal de la Seine. Le premier avait plus de seize ans, il devait être condamné à une courte peine d'emprisonnement ; le second avait moins de seize ans, mais n'en était pas à sa première arrestation, il allait être acquitté comme ayant agi sans discernement, mais envoyé en correction jusqu'à vingt ans ; quant au troisième, un nommé F..., il avait moins de seize ans et comparaissait pour la première fois en justice. Les renseignements fournis sur son compte n'étaient qu'à demi satisfaisants ; sa famille se composait seulement d'une mère veuve, honnête femme, mais faible de caractère, travaillant hors de son domicile. Qu'allait faire le tribunal ? La mère réclamait énergiquement son enfant et promettait de bien le surveiller, mais le président lui faisait remarquer combien sa surveillance était difficile à exercer, et

combien l'avenir de son fils risquait d'être compromis, si celui-ci se laissait entraîner par de mauvais garnements, lorsque, dans quelques mois, il aurait dépassé la limite d'âge de la minorité pénale. Ce ne serait plus alors l'envoi dans une maison de correction qui l'attendrait ce serait l'emprisonnement avec ses déplorables conséquences. L'avocat de F..., M^e Guignot, offrit au tribunal de patronner lui-même son jeune client, s'il était rendu à sa famille ; mais M. le président François Poncet, lui fit observer que ce patronage ne pourrait être suivi d'aucune sanction : « Que pourrez-vous faire, lui dit-il, si F... se conduit mal ou quitte sa mère ? »

L'occasion était bonne. Avec l'assentiment du président, nous prenons la parole, nous expliquons le système américain et nous faisons au tribunal la proposition suivante : « Confiez la garde de F... au Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, en vertu de l'article 5 de la loi du 19 avril 1898, comme vous le faites si souvent pour d'autres. Notre œuvre fera ensuite pour F... une exception : au lieu de le placer chez des tiers, elle le confiera sous sa responsabilité et à titre provisoire à sa propre mère. Le Patronage de l'Enfance laissera à M. Guignot le soin de surveiller l'enfant et d'aider la mère à bien remplir sa mission. Tant que F..., se conduira bien, il restera sous la direction de M^{me} F... ; mais le jour où il retomberait nous le reprendrions pour le placer au

mieux de ses intérêts, soit isolément, loin de Paris, soit dans une école de préservation. Le jugement que vous allez rendre, jugement par lequel vous nous confèrerez le droit de garde sur F..., sera, en fait, suffisant pour mettre notre œuvre à même d'exécuter son mandat. »

« Ainsi fut fait : la 8^e chambre du tribunal de la Seine a confié la garde de F..., au Patronage de l'Enfance par jugement du 10 février. M^{me} F... et son fils nous sont reconnaissants de ne pas les avoir séparés ; notre confrère, M^e Guignot, les aide et patronne le jeune homme ; F..., a promis de se bien conduire et la mère de nous prévenir, s'il se laissait entraîner. »

Tel est le premier essai d'application du régime de la liberté surveillée en France. Depuis l'expérience s'est continuée : de nombreux enfants ont été confiés au Patronage de l'Enfance, tant par les tribunaux que par les juges d'instruction. Bientôt le Patronage a pu craindre de se trouver débordé : il s'agissait d'organiser le régime nouveau d'une manière stable et presque officielle ; il fallait trouver notamment des inspecteurs sérieux. M. Rollet fit alors appel au concours de M. le Préfet de police, qui mit à sa disposition deux inspecteurs de police. L'initiative privée fournit aussi deux probation officers.

Nos magistrats, soucieux d'appliquer les séduisants principes du système américain, ont aussi tenté la

spécialisation du juge et du tribunal. Les audiences du jeudi et du vendredi de la 8^e chambre correctionnelle ont été tout d'abord réservées en partie aux mineurs. Ce premier essai de spécialisation, ayant paru au bout de quelques mois donner de bons résultats, a été adopté d'une façon plus complète : depuis le 10 mars dernier, l'audience du lundi de chaque semaine de la 8^e chambre correctionnelle est réservée aux mineurs ; la publicité est restreinte dans la mesure du possible et des consignes rigoureuses sont données aux gardes républicains de façon à ne laisser pénétrer dans la salle d'audience que des personnes justifiant d'un intérêt particulier ou de certaines qualités. M. Rollet assiste aux audiences entouré de plusieurs membres du jeune barreau parisien, dévoués aux œuvres de l'enfance. Les affaires sont instruites et jugées avec une attention toute spéciale et le tribunal s'entoure de tous les renseignements et de tous les conseils. Il remet, s'il le croit bon, certains enfants au patronage de M. Rollet, qui s'occupe alors, soit de leur placement, soit de leur surveillance dans leur famille, si le jeune coupable a été laissé à ses parents.

Voici une année que la tentative de M. Rollet est en vigueur. Il est difficile d'en apprécier déjà les résultats. Sur 100 enfants qui ont été confiés au Patronage, 70 environ donnent des résultats encourageants. Les

autres ont une conduite laissant davantage à désirer ; 5 ont dû être envoyés en correction (1).

Il est difficile, sur ces données, d'établir un pourcentage permettant d'apprécier d'une manière un tant soit peu précise les résultats obtenus ; la tentative est restreinte à un trop petit nombre d'individus. Les enfants qui ont été remis à M. Rollet, appartiennent, si l'on peut ainsi dire, au « premier choix » des jeunes coupables et l'on ne peut pas avoir un coup d'œil d'ensemble.

Néanmoins l'essai paraît favorable au système et permet de croire que les résultats seraient excel-

1. Le numéro de la revue *L'Enfant* du 15 avril 1907, contient les résultats matériels obtenus dans le courant d'une année (du 10 février 1906 au 10 février 1907). Les voici :

« Pendant cette première année, 98 garçons ont été l'objet de cette liberté surveillée. 17 d'entre eux ont été retirés presque immédiatement de la liberté surveillée qui a paru de suite ne pouvoir leur convenir : le Patronage a repris sur eux le droit que lui donnait le tribunal par la loi du 19 avril 1898 et les a placés chez des tiers, à la campagne pour la plupart.

Le nombre effectif des cas de liberté surveillée a donc été de 81.

Sur ces 81 jeunes délinquants :

54 paraissent en très bonne voie ;

14 sont encore douteux ;

1 est engagé ;

7 ont été arrêtés pour nouveau délit ;

5 ont échappé à la surveillance du Patronage par la fuite.

On peut donc dire que pour 69 de ces 81 enfants, le système paraît pouvoir donner un bon résultat. »

lents si le principe était appliqué sur une plus grande échelle et revêtu d'un caractère officiel. Le moyen détourné par lequel le tribunal de la Seine tente l'application du régime de la liberté surveillée ne pourra jamais, malgré les courageux efforts du Patronage de l'Enfance, donner les résultats qu'on serait en droit d'espérer.

Au lieu d'une société privée, aux ressources forcément limitées, il faudrait créer dans nos grands centres une administration officielle ou, tout au moins, investir d'un caractère officiel les sociétés de patronage privées déjà existantes. Il faudrait que ces sociétés fussent accréditées auprès de nos tribunaux, qu'elles offrent par suite de leur composition et de leurs ressources des garanties suffisantes pour inspirer confiance non seulement aux pouvoirs publics, mais aussi à la société. A Paris et dans toute la France les œuvres généreuses ne manquent pas : leur dévouement et leur bonne volonté sont connus ; mais ces efforts seront faits en pure perte tant que les rivalités mesquines existeront sur le terrain de la charité, tant que les divergences privées viendront combattre et étouffer les efforts charitables. Le premier souci du législateur doit être de grouper, de discipliner tous les efforts disséminés et rivaux.

D'autre part le régime de la liberté surveillée ne saurait fonctionner d'une manière satisfaisante tant

qu'un corps de « probation officers » spécial n'aura pas été créé. Ce n'est pas l'initiative privée qui peut suffire à cette tâche : elle aurait certainement des défaillances, sans parler de tous les inconvénients qui pourraient résulter de l'emploi de personnes disposées à agir de grand cœur, mais qui conserveraient leur complète indépendance et leurs préférences individuelles.

Ce ne sont pas non plus les inspecteurs de police qui peuvent remplir ce rôle : nous ne doutons pas de leur dévouement ; mais il est aisé de comprendre que les familles supporteraient mal l'ingérence, dans leurs affaires privées, de policiers, à l'égard desquels elles nourrissent une certaine méfiance.

D'autre part, les inspecteurs de police sont-ils suffisamment préparés à ce rôle délicat qu'on voudrait leur faire jouer, rôle dans lequel on doit faire preuve tour à tour de douceur et de fermeté, de discrétion et de tact ?

« Les « probation officers » doivent avant tout, être capables d'aimer les enfants commis à leurs soins du même amour que les pères et mères aiment les leurs. Sur cette base de l'amour doit reposer une personnalité forte et calme et toujours douée de bon sens. Ces qualités doivent être complétées par une constance qui dure autant que l'amour maternel et une patience presque divine. »

Tels doivent être les « Probation officers », d'après le juge M. Tuthill.

Il est évident que de tels hommes ne se rencontrent pas facilement et qu'il faut une préparation et un choix tout spéciaux pour les obtenir.

La création d'un corps de « probation officers », convenablement rétribués et choisis avec soin, est donc la première condition du bon fonctionnement de la liberté surveillée.

Ces agents doivent être assez nombreux pour pouvoir remplir utilement leur tâche. A Paris, il faudrait environ cent inspecteurs pour surveiller les jeunes mineurs délinquants : je base ce chiffre sur les moyennes adoptées aux Etats-Unis.

Tel est l'essai de la mise en application, en France, de la liberté surveillée. L'initiative de M. Rollet est hardie et généreuse et digne d'attirer l'attention. Le Patronage de l'Enfance peut revendiquer l'honneur d'avoir le premier obtenu la mise en pratique et l'essai d'un système, dont nous connaissons les avantages. Mais nous venons de voir que le caractère officieux, les ressources restreintes de cette œuvre — ou de toutes autres similaires — ne permettent pas d'attendre tous les résultats qu'on serait en droit d'espérer. L'essai du tribunal de la Seine ne saurait être qu'une mesure restreinte et provisoire et il serait bon, en attendant une réorganisation complète, de trouver un système offrant plus de garantie, pouvant s'appliquer dans la France tout entière et compatible cependant avec nos lois en vigueur.

Le gros inconvénient du système de M. Rollet consiste en ce que l'enfant est complètement perdu de vue par le juge ou le tribunal qui en a fait la remise à l'œuvre du Patronage ; à moins d'une nouvelle faute qui le rappellera devant eux, les magistrats ignoreront ce qu'il devient et ne pourront pas, en conséquence, lui appliquer le régime que les modifications survenues dans sa conduite ou l'enchaînement des événements pourraient réclamer.

L'article 5 de la loi de 1898 nous dit en effet que les cours et tribunaux devront statuer *définitivement* sur la garde de l'enfant. Or le tribunal a pu ordonner sagement, au moment de la comparution de l'enfant, sa mise en liberté surveillée : ses parents offraient de sérieuses garanties et il y avait lieu d'espérer l'amendement du coupable sous la bonne influence de l'éducation familiale. Mais ces conditions peuvent changer : l'enfant ne s'est pas corrigé et échappe complètement à l'autorité de ses parents ; il sera peut-être bon alors de l'envoyer dans une maison de réforme ou dans une colonie pénitentiaire. Ou bien ce sont les parents de l'enfant qui meurent ou ne peuvent plus s'occuper de lui ; ou bien encore ils n'ont pas persévéré dans la ligne de conduite qui avait heureusement impressionné le tribunal : il faudra, au plus tôt, statuer sur le sort de l'enfant et le remettre en de meilleures mains. Or, nous venons de le dire, le tribunal a statué défini-

tivement et se trouve dessaisi ! Eh bien ! toutes ces mesures ne sauraient être prises par une société de patronage (1). Il faudrait que les jeunes délinquants fussent conduits à jour fixe devant le tribunal ou le juge, qui resterait en rapport constant avec eux et prendrait les mesures convenables.

Le juge ne doit pas perdre de vue le mineur coupable, de même que le médecin surveille assidûment le malade qu'il traite : ce cas peut être douteux, délicat, et il faudra faire l'essai de plusieurs remèdes avant de trouver celui qui amènera la guérison.

D'autre part, au point de vue strictement juridique le système de M. Rollet, appliqué par le tribunal de la Seine, ne nous paraît pas d'une absolue légalité. La loi du 19 avril 1898, dans ses articles 4 et 5, permet aux magistrats de confier la garde des enfants, victimes ou auteurs de délits (la loi ne distingue pas) « à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'ils désigneront ou enfin à l'Assistance publique ». La loi de 1898 est donc une loi de

1. Je sais bien que tous les mois des réunions des jeunes délinquants mis en liberté surveillée ont lieu au siège du Patronage de M. Rollet, et que les enfants sont interrogés avec soin, en même temps que des renseignements minutieux sur leur conduite sont fournis par les inspecteurs ; le Patronage de l'Enfance peut enlever à leur famille les enfants dont la conduite laisse à désirer et les placer ailleurs ; mais ses pouvoirs sont insuffisants.

« défiance » vis-à-vis de la famille et il est tout au moins contraire à son esprit de remettre indirectement à cette famille l'enfant que le tribunal lui retire, parce qu'il l'a jugée incapable de remplir son devoir d'éducation. La loi de 1898 permet d'enlever aux parents la garde de leurs enfants et n'institue nullement cette sorte de tutelle, cette surveillance officieuse (1).

1. C'est pour répondre à cette objection et pour assurer la légalité d'une mesure très heureuse, que M. Drelon, député de la Marne, a déposé récemment un projet de loi modifiant l'article 4 de la loi de 1898.

Dans ce projet l'on sépare deux situations absolument différentes que la loi avait confondues : la situation de l'enfant, victime d'un crime ou d'un délit et celle de l'enfant auteur d'un crime ou d'un délit.

Il est évident que dans le premier cas l'indignité de la famille est certaine et nécessite l'organisation de mesures de garde spéciales.

Mais dans l'hypothèse où l'enfant est l'auteur d'un fait délictueux, il en va tout autrement et la famille peut n'être en rien responsable ; il sera bon, dans ce cas, de laisser l'enfant dans ce milieu familial où l'œuvre de relèvement et d'éducation aura le plus de chance d'être fructueuse. L'enfant sera confié à la personne ou à l'œuvre qui aura obtenu la garde de l'enfant avec l'autorisation de le laisser dans sa famille, où il pourra être observé. C'est le procédé appliqué officieusement par M. Rollet ; c'est celui que légaliserait le projet Drelon, modifiant ainsi l'article 4 : « Si les délits ou crimes ont été commis par l'enfant, le juge d'instruction pourra également autoriser le particulier ou l'institution à qui la garde provisoire est confiée à mettre sous sa surveillance et sa responsabilité, l'enfant en observation dans sa famille. »

Remettre les jeunes coupables à une société de patronage qui fera d'eux ce qu'elle jugera bon, c'est, semble-t-il, accorder une confiance peut-être exagérée à une œuvre privée qui n'offre d'autre garantie que la personnalité de ses membres : ceux-ci pourront disparaître et l'enfant tombera entre les mains d'un personnel qui peut ne pas mériter la charge qui lui incombe. Certaine récente affaire nous permet de prétendre que toutes les sociétés de patronage ne sauraient inspirer une égale confiance et la responsabilité des magistrats serait fort lourde, s'ils avaient remis le mineur délinquant à une société d'exploiteurs.

Ces divers motifs nous permettent de dire que les mesures actuellement prises par le tribunal de la Seine ne sauraient être qu'un essai, encouragé certainement par les garanties offertes par le Patronage de l'enfance, mais qui ne sauraient entrer dans la pratique courante, ni être généralisées.

Ne pourrait-on pas instituer un « *modus vivendi* » analogue et plus officiel, compatible avec nos lois en vigueur ?

M. Albanel, le distingué juge d'instruction à la Seine, pour qui les questions de l'enfance sont un sujet de recherches et de travail constants, a bien voulu me soumettre ses idées sur cette question (1). En

1. Le dernier fascicule de la *Revue pénitentiaire* (avril-mai 1907) contient, du reste, l'exposé de ses idées, présenté par M. Albanel, à la Société des Prisons.

voici l'exposé : Les deux avantages du système américain : spécialisation du juge, mise en liberté surveillée peuvent, d'ores et déjà, trouver leur application en France sans avoir recours au moyen détourné en usage actuellement à Paris. Il suffirait pour cela de confier sans exception, toutes les affaires concernant les mineurs au juge d'instruction (1) : celui-ci, avec l'assentiment préalable du ministère public pourrait, en vertu même de ses pouvoirs légaux, remplir auprès de l'enfant délinquant le rôle bienfaisant du juge américain. Le juge d'instruction, en effet, est capable de prendre, à l'égard du mineur, toute mesure convenable et il a ce grand avantage de pouvoir faire des essais successifs ; il peut tenter sur le mineur l'application de régimes divers et, si une première tentative ne donne pas les résultats attendus, prendre à son égard de nouvelles mesures. Il ne perd pas de vue un seul instant l'enfant que le Procureur de la République lui a confié et peut rester avec lui en rapports suivis ; il peut le mander dans son cabinet tant que l'instruction reste ouverte, aussi souvent qu'il le désire, arriver ainsi à le connaître à fond, gagner son entière confiance et apprécier aussi exactement que possible sa moralité et l'influence qu'on peut avoir sur lui. Avec une entente préalable avec le ministère public, le juge d'instruction

1. Le projet Drelon pose le même principe.

tion peut laisser une instruction ouverte aussi longtemps qu'il le juge bon et il peut, avant de rendre son ordonnance, soumettre l'enfant à un examen approfondi et à des régimes variés.

Estime-t-il, tout d'abord, que l'enfant s'est laissé aller à un entraînement passager et que l'on peut espérer de lui une conduite satisfaisante ? Les parents offrent-ils des garanties et l'enquête a-t-elle prouvé qu'ils étaient capables de remplir leurs devoirs d'éducateurs ? Le juge d'instruction n'aura, dans ce cas, qu'à rendre une ordonnance de non-lieu qui laissera l'enfant à ses parents. Il aura eu le soin, au préalable, d'administrer à l'enfant une sévère remontrance.

L'enfant, au contraire — et ce sera le cas le plus fréquent — est-il orphelin ou, ce qui est pire, abandonné de ses parents qui le laissent vagabonder et lui donnent, peut-être, de mauvais exemples, le juge d'instruction pourra, en vertu de l'article 4 de la loi de 1898, remettre l'enfant à un parent, à une personne ou à une société charitable, ou bien à l'Assistance publique. Et il faut bien remarquer que l'ordonnance rendue alors n'est que provisoire ; si la mesure n'est pas suffisante, le juge d'instruction reste toujours saisi et il pourra rappeler l'enfant dans son cabinet et prendre d'autres mesures à son égard.

L'enfant a été remis, par exemple, à un parent que le juge croyait digne de cette tâche ; au bout de

quelques mois, l'essai ne réussit pas : l'enfant est mal surveillé et retombe dans le vagabondage ou commet de nouveaux délits ; le juge d'instruction rappellera l'enfant et l'enverra par exemple, dans une école de préservation ou une maison de réforme, où il subira une discipline plus sévère. Enfin, si le juge d'instruction estime que l'enfant qui lui est envoyé a une nature trop vicieuse et trop corrompue pour permettre d'espérer un bon résultat des diverses mesures autorisées par application de l'article 4 de la loi de 1898, il aura la faculté de déférer l'enfant devant la police correctionnelle.

Le point capital de ce système est encore basé sur l'application de la loi de 1898 : il offre ces avantages sur le régime préconisé par M. Rollet de rester scrupuleusement dans la légalité et de faire un usage absolument normal de cette loi. Mais il me semble que la même grave objection se dresse : ces tentatives successives que le juge d'instruction fera sur la personne du jeune délinquant, ne pourront être fructueuses qu'autant que les résultats en seront contrôlés et portés à sa connaissance ; il faudra donc instituer des surveillants qui feront au juge des rapports sur la conduite du mineur et de ses parents ; nous sommes donc de nouveau conduits au régime de la liberté surveillée et nous avons vu que ce système exige l'organisation d'un corps spécial, indépendant de la police et dont le recrutement sera fait

avec le plus grand soin. L'organisation de la liberté surveillée, voilà donc encore ici la clef de voûte de tout le système, son fondement nécessaire !

D'autre part, il faudrait admettre, pour l'application de ce projet, une entente absolue entre le ministère public et le juge d'instruction. Il ne faut pas perdre de vue que le procureur de la République peut contraindre, à tout instant, le juge à clore son instruction, s'il estime qu'elle est ouverte depuis assez longtemps et il serait à craindre, malgré le bon vouloir du parquet et une entente préalable, que l'autorité du ministère public ne vînt parfois apporter des entraves à la liberté du juge d'instruction.

Ce sont là deux objections sérieuses : on peut ajouter encore que, dans certaines grandes villes, la tâche qui incomberait au juge d'instruction serait fort lourde, car il ne faut pas oublier que l'enfant délinquant resterait, jusqu'à la clôture de l'instruction, en rapports constants avec le juge ; c'est là même une des conditions nécessaires de l'application de ce régime. Ce magistrat, s'il voulait remplir son office scrupuleusement, se trouverait ainsi promptement débordé d'affaires en cours. Les essais qu'il tenterait sur les mineurs devraient durer plusieurs mois pour être probants, et dans la plupart des cas, l'ordonnance définitive ne pourrait être rendue qu'après une longue attente. Dans l'état actuel, à Paris, six juges d'instruction sont

déjà chargés des affaires des mineurs et ils sont débordés : ils ne pourraient suffire à une tâche supplémentaire.

Il faut donc malheureusement reconnaître que les deux systèmes que nous venons d'étudier ne sauraient être que des mesures provisoires ; les inconvénients qu'ils présentent l'un et l'autre ne permettent pas de les considérer comme des solutions applicables et pratiques. La question de l'enfance coupable ne saurait être résolue par des demi-mesures, tout à l'honneur de leurs promoteurs, mais insuffisantes... Une réforme radicale de notre loi s'impose et il faut une consécration officielle pour entreprendre une œuvre vraiment profitable. Malheureusement, en France, les projets de lois sont longuement discutés avant d'être votés, à moins qu'ils n'aillent dormir oubliés dans les cartons des commissions. Aussi, en faisant des vœux pour le dépôt prochain d'une loi définitive, qui est absolument nécessaire, rendons hommage au Patronage de l'Enfance et aux initiatives analogues, dont les efforts auront contribué à faire quelque bien et attiré l'attention publique sur les enfants délinquants !

CONCLUSION

La réforme de notre système pénal.

La première partie de cette étude, consacrée à l'examen du régime pénal appliqué en France aux mineurs délinquants, nous a démontré, par l'analyse même des principes et surtout par la constatation du déplorable résultat de leur mise en vigueur, la nécessité d'une réforme de nos lois. Le système appliqué aux Etats-Unis, l'organisation des Juvenile Courts et de la liberté surveillée, nous a séduit au contraire : se basant sur les principes de la science pénitentiaire moderne, les Américains usent d'une méthode nouvelle dont nous connaissons les remarquables effets. Entre ces deux systèmes, les statistiques viennent rapidement décider de nos préférences : alors qu'en France, le nombre des criminels croît chaque année et que leur précocité est de plus en plus grande, en Amérique, depuis l'institution

des Juvenile Courts, le nombre des récidivistes et des criminels diminue dans des proportions extraordinaires.

Une réforme s'impose en France : il y a tout lieu de croire que la création de tribunaux spéciaux pour les enfants et surtout l'application de la mise en liberté surveillée produiraient chez nous des résultats aussi bienfaisants qu'aux Etats-Unis ; la distance que l'Océan a mise entre les deux peuples ne permet pas de craindre que le même régime ne produise pas les mêmes effets dans les deux pays ; on peut augurer de part et d'autre, les mêmes excellents résultats de l'application d'un système édifié sur les principes les plus solides et les plus scientifiques du droit pénal moderne.

C'est de la liberté surveillée, notamment, que l'on peut attendre les meilleurs effets ; le caractère purement moralisateur, tutélaire et éducatif de cette mesure, l'influence constante que le magistrat conserve sur le jeune délinquant et sa famille, la mise en jeu de l'intérêt personnel et de l'amour-propre de l'enfant, c'est bien là l'application des principes que nous avons posés au début de cette étude. Aussi les premiers efforts des œuvres de patronage ont eu pour but de faire connaître les avantages de ce procédé nouveau et de le mettre immédiatement en pratique : nous connaissons les applications de la loi du 19 avril 1898 faites en ce sens.

Mais nous avons vu que ces essais ne peuvent être

généralisés sans danger : une réforme radicale s'impose, organisant d'une manière complète et officielle la liberté surveillée, créant aussi des tribunaux spéciaux ; et, dans ces tribunaux, nous réclamons un juge *unique*, absolument nécessaire au rôle tutélaire qui incombe ici à la justice. La liberté surveillée ne peut fonctionner utilement qu'autant que le magistrat reste en rapports constants avec l'enfant : il faut ces réunions de quinzaine, dont nous avons vu l'organisation aux Etats-Unis, où tous les enfants, laissés en liberté, sont interrogés et examinés par le juge, où les délégués viennent présenter leurs rapports. Ces réunions sont dépourvues de tout appareil solennel ; la familiarité, l'intimité sont de leur essence et c'est là que le juge unique exerce le plus d'influence. C'est pour cette raison que, malgré le caractère absolument nouveau et opposé à nos institutions actuelles de cette réforme, malgré les graves objections que l'on peut lui opposer, nous proposons la création, pour les enfants, de tribunaux spéciaux, composés d'un juge unique, et l'organisation officielle de la liberté surveillée.

Les objections présentées par les adversaires des tribunaux spéciaux sont graves, mais point irréductibles. Nous allons les examiner.

La création de tribunaux spéciaux pour les enfants rencontre un premier écueil, dit-on, tout d'abord, dans les cas où le mineur a des complices majeurs.

Applicant le principe d'unité de poursuites, ou bien les adultes complices bénéficieront de la juridiction spéciale dont dépendent les mineurs, ou bien les enfants délinquants seront soumis exceptionnellement aux rigueurs des tribunaux de droit commun ; en agissant ainsi, ajoute-t-on, l'on ne fait qu'étendre l'application de l'article 68 du Code pénal qui défère à la cour d'assises le mineur qui a des complices majeurs.

Ces deux solutions sont inacceptables : si des tribunaux spéciaux sont créés pour les mineurs, il faut qu'ils en bénéficient tous, sans exception, et l'on ne saurait étendre ici le champ d'application de l'article 68 : cet article n'est pas fréquemment appliqué ; la complicité avec des adultes est, au contraire, bien plus fréquente en matière de délits correctionnels et le nombre serait considérable des mineurs qui ne bénéficieraient plus, par suite, de leur juridiction de faveur.

Déférer, d'autre part, les complices adultes au tribunal spécial, ce serait octroyer à ceux-ci un avantage qu'ils ne méritent pas.

Il n'y a qu'un moyen de résoudre la question ; il est énergique mais autorisé par l'intérêt capital mis en jeu. C'est la disjonction pure et simple de l'affaire : les mineurs seront renvoyés au tribunal spécial, les adultes au tribunal correctionnel. Et, à cela, il n'y a pas grand péril : pour que les juges aient sur la

cause une opinion d'ensemble, ils pourront toujours entendre, comme témoins, les inculpés qui échapperont à leur compétence. Au reste, l'instruction préalable de l'affaire, qui aura dû être faite avec un soin tout particulier, éclairera déjà passablement le tribunal.

C'est là le procédé employé le plus souvent en Amérique (certains Etats cependant rendent les adultes justiciables de la Juvenile Court) ; il peut effrayer au premier abord, mais, à la réflexion, il est permis de penser que les dangers présentés par cette mesure radicale sont peu de chose, à côté du péril qui résulterait pour le mineur de sa comparution devant le tribunal correctionnel.

Les adversaires des tribunaux spéciaux nous objecteront encore : « Vous créez des juridictions de première instance spéciales pour les enfants : c'est fort bien ; mais soumettez-vous ceux-ci aux tribunaux de droit commun, quand ils voudront exercer un recours, ou bien organiserez-vous des cours d'appel spéciales ? »

A cela, l'on peut tout d'abord répondre que les mesures prises à l'égard des enfants, la mise en liberté surveillée, qui sera la plus fréquente, ou même l'envoi dans une maison de réforme, ne sont pas des peines proprement dites, mais bien plutôt des mesures administratives, prononcées dans l'intérêt même de l'enfant : les voies de recours pourraient donc lui

être refusées ; c'est ce qui se passe, du reste, dans la plupart des Etats d'Amérique, où l'appel n'a pas été admis : l'on ne peut guère citer que le Kansas où l'on ait établi une juridiction d'appel.

Le tribunal d'enfants, tel que nous le concevons, ne rend pas dans ces audiences familiales, de sentences définitives ; il sera toujours possible au magistrat de modifier lui-même sa première décision. De plus le juge, qui a bien compris son rôle, applique à l'enfant la mesure qui lui convient ; il remplace, auprès de lui, la famille impuissante ou négligente ; il sera le premier à s'apercevoir de son erreur ou de sa trop grande sévérité ; l'enfant pourra toujours faire valoir ses droits auprès de lui, réclamer contre une mesure qu'il trouverait trop rigoureuse car il est permis de croire qu'il sera entendu. Voilà des raisons suffisantes pour ne pas accorder à cet enfant le droit de faire appel.

Dans certains cas cependant, des peines plus rigoureuses seront applicables ; certains enfants vicieux devront être soumis à un régime plus sévère dans un établissement spécial : dans ce cas nous proposons le renvoi de ces enfants à la juridiction de droit commun ; il est à croire qu'ils n'auront rien à y perdre et ils conserveront le bénéfice de l'appel possible.

C'est là ce qui se passe aux Etats-Unis : quand un enfant a commis un crime ou que sa nature vicieuse

permet de désespérer de son amendement, il doit être envoyé dans une colonie pénitentiaire ; mais cette mesure ne peut pas être prise par le juge. Ce dernier doit, tout d'abord, déférer l'enfant à la Cour d'assises, qui le condamnera à l'internement. C'est le régime appliqué en Illinois, pour les enfants incorrigibles, qui sont envoyés à la maison de Pontiac. Nous estimons donc qu'il n'est pas nécessaire de créer de juridictions d'appel spéciales pour les enfants et de leur ouvrir cette voie des recours.

Les adversaires des tribunaux spéciaux pour enfants présentent encore une grave objection à notre système en opposant à l'intérêt moral de l'enfant délinquant les droits impérieux de la partie civile. La victime du délit commis par le mineur devra attendre, pour voir triompher ses justes revendications, la fin d'une procédure qui, par ses principes mêmes, doit être lente et minutieuse ; pour faire bénéficier l'enfant de la mise en liberté surveillée (qui n'est qu'une mesure provisoire) la partie lésée verra ajourner indéfiniment le jugement qui fixera l'indemnité à laquelle elle a droit.

L'objection est grave — d'autant plus que la victime, entravée par l'article 3 du Code d'instruction criminelle et par le principe que « le criminel tient le civil en état », — aura assurément la faculté de s'adresser aux tribunaux civils, mais n'obtiendra pas immédiatement la réparation du dommage qu'elle

a subi : auprès de cette juridiction, ses droits devront attendre, pour être sanctionnés, la sentence définitive de la justice criminelle.

Nous ne nous dissimulons pas la gravité de cette objection, mais il ne faut pas cependant en exagérer la portée ; l'on peut remarquer tout d'abord que les enfants sont poursuivis pour des fautes qui n'entraînent généralement pas un préjudice matériel considérable : vols peu importants, vagabondage, tels sont les menus délits dont les mineurs sont généralement les auteurs. En Amérique, d'autre part, nous avons vu que les parents sont directement responsables des crimes ou délits commis par leurs enfants ; c'est une mesure qui devrait être appliquée en France : la victime pourrait avoir alors un recours direct contre eux. Enfin si l'on met en balance l'intérêt matériel de la partie civile, d'une part, et l'intérêt moral considérable de l'enfant délinquant, d'autre part, l'hésitation ne semble guère possible.

Ce sont là les objections les plus graves qui peuvent être présentées au système des tribunaux spéciaux : nous venons de voir qu'elles sont parfaitement discutables. C'est volontairement que nous passons sous silence, comme entièrement négligeables, les arguments opposés par les partisans de la tradition, qui défendent la « solennité intimidante » des audiences, « la publicité exemplaire » et la garantie offerte par un tribunal composé de trois juges. La solennité et

la publicité offrent plus de dangers que d'avantages : nous l'avons constaté ; quant à la question de garantie, il nous est permis de croire qu'un juge unique ne saurait être suspecté.

Le principe des tribunaux spéciaux étant admis, comment pourra-t-il être appliqué ?

Nous proposons, à Paris et dans chaque grand centre, la création d'un tribunal spécial. Une salle d'audience sera réservée aux mineurs ; un juge unique, choisi parmi les magistrats, comme le plus apte à remplir ces fonctions, présidera ces audiences. Dans les petites villes, le juge de paix semble tout indiqué pour être le juge des enfants : il aura à juger, le plus souvent, de menus délits et les délinquants seront peu nombreux, car ce sont les grandes villes surtout qui entraînent les enfants. Ses qualités conciliatrices et tutélaires trouveront là un terrain nouveau pour s'exercer ; nous disons mieux : le juge de paix incarne le type idéal du magistrat des enfants ; ces audiences « familiales » doivent servir de modèle à celles du tribunal spécial des enfants.

En justice de paix, point de solennité, point de publicité inutiles : la justice rendue en équité, simplement, sans détour. Aussi est-ce avec confiance que l'on pourrait, en province, déférer le sort des enfants délinquants à ce magistrat.

L'organisation de la liberté surveillée devra être le

but principal de la réforme que nous proposons. Rien ne devra être négligé pour obtenir des délégués toutes les garanties requises : choisis avec un soin spécial, ils recevront un enseignement nécessaire au développement de leurs qualités naturelles ; ils devront être convenablement rétribués de manière à assurer leur dignité et leur désintéressement. Devant posséder la confiance et l'estime des familles, auprès desquelles ils seront envoyés, ils seront entièrement indépendants de la police.

Le concours de la charité privée pourra être adjoint à cette organisation officielle ; mais il sera prudent de ne pas se reposer sur elle avec trop d'assurance et il faudra ne la laisser agir que sous la direction d'un délégué officiel.

Les sociétés de patronage, actuellement existantes, seront aussi un aide précieux à l'organisation nouvelle : leur groupement effectif leur donnera la vitalité et la force nécessaires au but qu'elles poursuivront.

La mise en liberté surveillée devra être la mesure la plus fréquente prise à l'égard des jeunes délinquants ; mais elle ne saurait suffire à tous les cas : certains, parmi ces jeunes criminels, orphelins ou particulièrement corrompus, devront être soumis à un régime plus sévère. Aussi faudra-t-il développer l'organisation de maisons de réforme analogues à celle de Montesson, en évitant surtout les

agglomérations pernicieuses. Si le contingent de ces établissements est trop élevé, les pensionnaires seront placés sous une surveillance lointaine et trop indirecte et soumis à un régime éducatif forcément uniforme. Chacun de ces établissements recevra des mineurs d'une catégorie spéciale : il faut éviter ces confusions déplorables où les moins pervers sont rapidement gangrenés au contact des autres. Aux Etats-Unis, on a institué, dans les établissements analogues, la libération conditionnelle par grades : c'est là un procédé avantageux car il flatte l'amour-propre de l'enfant et l'intéresse particulièrement à se bien conduire.

Au point de vue des poursuites pénales, il serait à souhaiter qu'un âge d'irresponsabilité absolue fût établi : beaucoup de pays étrangers ont adopté une semblable mesure ; cette période d'irresponsabilité varie ; fixée à sept ans en Italie, elle va jusqu'à quinze en Suède, ce qui est peut-être excessif. L'on pourrait la fixer en France à dix ans : c'est la limite qui est proposée dans deux projets de réforme du Code pénal, déposés en Belgique et en France, il y a quelques années. En fait, nos parquets évitent de poursuivre de trop jeunes délinquants : mais des abus se commettent cependant et récemment encore un enfant de sept ans était cité devant le tribunal de la Seine. C'est pourquoi il est nécessaire de fixer

définitivement une période d'irresponsabilité absolue (1).

La majorité pénale, fixée à seize ans par l'article 66 du Code pénal, a été portée à dix-huit ans par la loi du 12 avril 1906 : la courte expérience, que l'on a pu faire de cette loi, depuis une année, n'est pas en sa faveur. A Paris, tout au moins, les résultats sont déplorables : elle a tout d'abord assimilé (sous le

1. Il est évident que cette irresponsabilité n'arrêterait que les poursuites pénales : la partie lésée pourrait toujours réclamer une réparation civile.

De plus, certaines mesures devraient être prises à l'égard du jeune délinquant, qui pourrait être, par exemple, remis par le tribunal civil à l'administration pénitentiaire, ainsi que le décide la loi du 28 juin 1904 au sujet des pupilles indisciplinés de l'Assistance publique. Les délinquants irresponsables sont ou bien des malades qu'il faut soigner et mettre dans un asile, car ils sont dangereux pour la société, ou bien des abandonnés qu'une éducation nouvelle pourra remettre dans la bonne voie.

Le tribunal spécial pour enfants, s'il était organisé sur les mêmes principes qu'aux Etats-Unis, pourrait, du reste, être parfaitement compétent sur le choix des mesures à prendre.

M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, a proposé dans un rapport à la Société des Prisons (*Revue pénitentiaire*, avril-mai 1907) l'organisation, pour les jeunes délinquants de moins de douze ans, d'un conseil de tutelle, devant lequel ils seraient déférés. Le Conseil de tutelle, serait, comme son nom l'indique, une assemblée où seraient prises à l'égard de l'enfant les mesures les plus propices à son amendement ; il serait composé d'un juge du tribunal civil, du juge de paix et de personnes honorables, dont deux dames désignées par l'Administration préfectorale.

rapport du discernement) à des enfants, de jeunes bandits pleinement responsables et peu intéressants ; elle a, d'autre part, surchargé tellement la tâche des juges d'instruction que le parquet de la Seine en est réduit à poursuivre en citation directe bien des mineurs, malgré les prescriptions de la circulaire du 31 mai 1898 (1). Aussi nous n'hésiterons pas à réclamer le rétablissement de l'ancienne majorité de seize ans.

La réforme pénale réclamée devra envisager aussi la responsabilité pénale des parents négligents. Aux Etats-Unis, les parents des enfants délinquants sont passibles, non seulement de dommages-intérêts, mais aussi d'amende ou de prison. Il est certain, en effet, que la majorité des délits ou des crimes, commis par les enfants, sont dus à la négligence ou à la complicité des parents : éducation nulle ou imparfaite, exemples pernicieux d'ivrognerie ou de vice, encouragement au délit ou contrainte même sont les causes les plus fréquentes, pour ne pas dire la cause unique, des fautes des enfants. Lombroso lui-même et son école sont forcés de reconnaître que les mauvais instincts qu'ils supposent innés et héréditaires chez l'enfant ont besoin d'un milieu spé-

1. Il est vrai que la loi de 1906 n'étend nullement aux mineurs de dix-huit ans le bénéfice de la circulaire de 1898 et que c'est, par une interprétation trop libérale de ces textes qu'ils profitent de cette mesure de faveur.

cial pour se développer, d'un « bouillon de culture » ; ils admettent, en tout cas, les bienfaisants effets de l'éducation, grâce à laquelle l'humanité doit de ne pas être tout entière criminelle ! Aussi c'est à bon droit, que les nouvelles lois américaines frappent les familles coupables : une utile application de notre loi de sursis pourrait être faite dans ce cas aux parents reconnus coupables : ils seraient condamnés à une peine conditionnelle, qui ne deviendrait exécutoire que si l'enfant mal surveillé commettait un deuxième délit. L'intérêt des parents serait ainsi un précieux stimulant à ne pas persister dans leur négligence coupable.

Il faudrait contraindre aussi les parents, auxquels leur enfant est enlevé pour être placé dans une maison de réforme, à contribuer à ses frais d'entretien : il ne faut pas que le délit de leur enfant, effet de leur négligence ou de leur propre culpabilité, soit pour eux une source de bénéfices indirects et leur fasse oublier leurs devoirs naturels !

C'est sur ces principes que nous proposons l'établissement du régime nouveau : la réforme de notre système pénal de l'enfance est urgente et les résultats remarquables, obtenus aux Etats-Unis, nous autorisent à proposer comme modèle les institutions américaines.

Souhaitons que des esprits par trop respectueux de la tradition ne viennent pas entraver les efforts

de ceux qui cherchent, par tous les moyens, à opérer le sauvetage de l'enfance coupable, c'est-à-dire à préparer les destinées mêmes de notre pays !

Vu : le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse,
LE POITTEVIN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PREMIER. — Etat actuel de notre législation pénale à l'égard des mineurs délinquants.....	11
CHAPITRE II. — Les tribunaux spéciaux pour enfants aux Etats-Unis et en Angleterre.....	29
CHAPITRE III. — La mise en liberté surveillée.....	45
CHAPITRE IV. — Essai d'application en France de la mise en liberté surveillée à l'aide de la loi du 19 avril 1898 : système de M. Rollet, système de M. Albanel.....	61
CONCLUSION. — La réforme de notre système pénal...	82

